



## Services correctionnels pour adultes au Canada 2002-2003

Centre canadien de la statistique juridique





Statistique Canada

Statistics Canada



#### Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, numéro sans frais 1 800 387-2231, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt

Télécopieur pour le Progamme des bibliothèques de dépôt

Renseignements par courriel

Site Web

1 800 263-1136
1 800 363-7629
1 800 700-1033
1 800 889-9734
infostats@statcan.ca

#### Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 85-211-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 30 \$ CAN. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à **www.statcan.ca**, sous la rubrique Produits et services.

#### Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



#### Statistique Canada

Centre canadien de la statistique juridique

# Services correctionnels pour adultes au Canada 2002-2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Octobre 2004

Nº 85-211-XIF au catalogue

ISSN 1480-851X

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85-211-XIE).

#### Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

#### Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r réctifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

#### **Préface**

La production de données statistiques juridiques à l'échelle nationale est le résultat d'une collaboration entre l'administration fédérale, les provinces et les territoires. Le présent rapport est le fruit de la collaboration entre les représentants des organismes gouvernementaux responsables des services correctionnels pour adultes de l'ensemble du Canada.

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes qui ont participé à l'élaboration du présent document en nous fournissant de l'information ainsi que celles qui continuent d'aider et de conseiller le personnel du Programme des services correctionnels.

#### Demande de renseignements

Tous commentaires ou demandes de renseignements concernant cette publication doivent être adressés au :

Centre canadien de la statistique juridique Information et services à la clientèle Statistique Canada 19e étage, Immeuble R.H. Coats Parc Tunney Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-9023 Sans frais : 1 800 387-2231 Télécopieur : (613) 951-6615

#### Table des matières

			Page
Introduction			7
Profil nation	al		
Tableau somr	maire 1.	Nombre moyen de cas de contrevenants et nombre total d'admissions aux services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux, 1998-1999 à 2002-2003	11
Tableau somr	maire 2.	Nombre d'admissions à la détention provinciale, territoriale et fédérale, selon certaines caractéristiques, 2002-2003	12
Tableau somr	maire 3.	Nombre de libérations communautaires provinciales, territoriales et fédérales, 2002-2003	12
Tableau somr	maire 4.	Compte moyen de contrevenants en détention provinciale, territoriale et fédérale, 2002-2003	13
Tableau somr	maire 5.	Compte moyen de contrevenants dans la communauté, 2002-2003	13
Tableau somr	maire 6.	Dépenses d'exploitation des services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux pour adultes, 1998-1999 à 2002-2003	14
Tableau somr	maire 7.	Personnel dans les secteurs de compétence provinciaux, territoriaux et fédéraux, 1998-1999 à 2002-2003	14
Tableaux pro	Établiss	et territoriaux sements de détention provinciaux et territoriaux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de e et la capacité, 2000-2001 à 2002-2003	15
Tableau 2.	Personr	nel, selon certaines catégories, 2002-2003	16
Tableau 3.	respons	es dépenses d'exploitation, selon l'organisme gouvernemental provincial et territorial sable des services correctionnels pour adultes et selon la fonction principale, 2000-2001 2003	17
Tableau 4.		otidien moyen par détenu dans les établissements provinciaux et territoriaux, 2000-2001	18
Tableau 5.		quotidien moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux et territoriaux, inscrit au registre et compte réel, selon le statut du détenu, 2000-2001 à 2002-2003	19
Tableau 6.		e total des admissions dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon le statut nu, 2000-2001 à 2002-2003	20
Tableau 7.		d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, nfraction la plus grave, 2000-2001 à 2002-2003	21
Tableau 8.		d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, durée totale de la peine, 2000-2001 à 2002-2003	23
Tableau 9.		s détenus à l'admission dans un établissement provincial ou territorial, selon le statut à sion, 2002-2003	25

#### Table des matières - suite

Page Tableaux provinciaux et territoriaux - suite Tableau 10. Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon certaines perspectives et caractéristiques du détenu, 2000-2001 à 2002-2003..... 26 Tableau 11. Libérations de personnes condamnées ou prévenues des établissements provinciaux et territoriaux, selon la durée du séjour, 2002-2003 ..... 27 Tableau 12. Détenus en liberté illégale des établissements provinciaux et territoriaux, 2000-2001 à 2002-2003 ....... 28 Tableau 13. Compte moyen de contrevenants, surveillance communautaire, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 29 Tableau 14. Nombre d'inscriptions à la surveillance communautaire, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 30 Tableau 15. Durée de l'ordonnance de probation, 2000-2001 à 2002-2003 ..... Tableau 16. Nombre d'admissions à la probation, selon l'infraction la plus grave, 2000-2001 à 2002-2003 ...... 33 Tableau 17. Âge des contrevenants à l'admission à la probation, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 34 Tableau 18. Nombre d'admissions à la probation, selon certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 35 Tableau 19. Décès des contrevenants provinciaux et territoriaux, selon la cause du décès, 2000-2001 à 2002-2003 36 Tableau 20. Statistiques des commissions provinciales des libérations conditionnelles, 2000-2001 à 2002-2003 ...... 37 Tableaux fédéraux Tableau 21. Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de sécurité et selon la capacité, 2002-2003 ..... 38 Tableau 22. Total des dépenses fédérales, 2000-2001 à 2002-2003..... 38 Tableau 23. Total des dépenses d'exploitation fédérales, selon le secteur de service principal (en dollars courants), 2000-2001 à 2002-2003 ..... 39 Tableau 24. Données sur la dotation en personnel du Service correctionnel Canada, par secteurs de services principaux, 2002-2003 ..... 39 Tableau 25. Coût quotidien moyen par détenu fédéral, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 39 Tableau 26. Équivalents temps plein utilisés par la Commission nationale des libérations conditionnelles, 2002-2003 40 Tableau 27. Nombre moyen de détenus dans les établissements fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 40 Tableau 28. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux, selon le genre d'admission, 2000-2001 à 2002-2003 ..... Tableau 29. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon la durée totale de la peine à l'admission, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 41 Tableau 30. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon .... certaines catégories d'infractions, 2000-2001 à 2002-2003 ..... 42 Tableau 31. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon 43 certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant, 2000-2001 à 2002-2003 .....

#### Table des matières - fin

Tableaux fé		Page
Tableau 32.	Âge des contrevenants admis à un établissement fédéral en vertu d'un mandat d'incarcération, 2000-2001 à 2002-2003	44
Tableau 33.	Décès de détenus fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003	45
Tableau 34.	Évadés des établissements fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003	45
Tableau 35.	Libérations de détenus des établissements fédéraux, selon le genre de libération, 2000-2001 à 2002-2003	46
Tableau 36.	Permissions de sortir avec surveillance et sans surveillance reçues du Service correctionnel Canada, 2000-2001 à 2002-2003	46
Tableau 37.	Compte moyen mensuel – Population fédérale et provinciale ou territoriale sous surveillance de la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon la région, 2000-2001 à 2002-2003	47
Tableau 38.	Taux d'octroi, selon le type de libération par la Commission nationale des libérations conditionnelles, 2000-2001 à 2002-2003	48
Tableau 39.	Résultat fédéral des contrevenants libérés par la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon le type de libération, 2000-2001 à 2002-2003	49
Tableau 40.	Résultat provincial et territorial des contrevenants libérés par la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon le type de libération, 2000-2001 à 2002-2003	50
Tableau 41.	Assignations à la résidence rendue par la Commission nationale des libérations conditionnelles après la libération d'office, 2000-2001 à 2002-2003	50
Tableau 42.	Assignations à la résidence rendue par la Commission nationale des libérations conditionnelles dans les cas de libération conditionnelle totale, 2000-2001 à 2002-2003	50
Annexes		
Annexe A.	Estimations de la population selon le sexe, au 1 <sup>er</sup> juillet, 2000 à 2002	51
Annexe B.	Répartition de la population adulte, selon l'âge et le sexe, au 1 <sup>er</sup> juillet 2002	52
Annexe C.	Établissements de détention provinciaux et territoriaux en activité à la fin de l'année, selon la province ou le territoire, 2002-2003	53
Annexe D.	Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année, selon la province, 2002-2003	54
Méthodolog	ie	55
Glossaire		55

#### Introduction

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) a été constitué en juin 1981 à titre de projet fédéral, provincial et territorial voué à la production de statistiques et de données nationales sur le système judiciaire canadien. Le programme des services correctionnels du CCSJ recueille et diffuse des renseignements décrivant le fonctionnement et la prestation des services correctionnels pour adultes et adolescents au Canada.

Les données présentées dans les tableaux qui suivent ont trait aux services qu'offrent les organismes gouvernementaux responsables des services correctionnels pour adultes dans chacun des secteurs de compétence provinciaux et territoriaux, de même qu'au niveau fédéral. Les données dans ce rapport examine le nombre de contrevenants, les caractéristiques de ceux-ci ainsi que les ressources engagées tant pour les services de détention que pour les services de surveillance communautaire.

Il importe de signaler que ces données ne visent que les services correctionnels pour adultes et qu'il inclut toutes les personnes âgées de 18 ans et plus. Au Canada, la plupart des personnes qui commettent une infraction avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans relèvent du système de justice pour la jeunesse et sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants*<sup>2</sup> (dans des cas exceptionnels, une personne âgée de moins de 18 ans peut être jugée et condamnée comme adulte). Les enfants de moins de 12 ans ne font pas l'objet de poursuites pénales au Canada. Ce rapport ne comprend pas de données sur les services correctionnels relativement aux enfants et aux adolescents.

#### Mandats des services correctionnels

Les services correctionnels au Canada chapeautent les six grands secteurs de responsabilités suivants : (1) la détention provisoire; (2) les peines de détention; (3) les condamnations avec sursis; (4) la probation; (5) la libération sous condition; (6) les commissions de libérations conditionnelles.

#### (1) Personnes prévenues

Les services correctionnels provinciaux et territoriaux s'occupent des personnes accusées d'une infraction et renvoyées sous garde (personnes prévenues) par le tribunal en attendant sa prochaine comparution. Ces personnes n'ont pas été condamnées à une peine, mais elles peuvent être détenues pour bon nombre de raisons (par exemple : lorsqu'il y a un risque qu'elles ne se présentent pas au tribunal à la date fixée, lorsqu'elles présentent un danger pour elles-mêmes ou pour d'autres, lorsqu'il y a un risque de récidive). Dans des circonstances normales, il incombe à la Couronne de faire valoir les motifs justifiant le renvoi sous garde de l'accusé. Si ces motifs ne peuvent être établis, la personne prévenue obtient sa mise en liberté provisoire par voie judiciaire en attendant sa prochaine comparution devant le tribunal. Toutefois, si l'accusé commet un acte criminel pendant qu'il est en liberté provisoire par voie judiciaire relativement à un autre acte criminel, il a la charge de faire valoir les motifs justifiant sa mise en liberté.

Pour déterminer la peine à infliger, le juge peut tenir compte de la période qu'un accusé a passée sous garde. Il n'est donc pas rare qu'un contrevenant reçoive une sentence «peine purgée». Cela se produit le plus souvent lorsque l'accusé est demeuré sous garde pendant une période plus longue ou pour la même durée que la peine qui serait normalement imposée par le juge. Aux fins des registres, les commis aux dossiers dans les établissements inscrivent une durée d'une journée pour de telles peines ou «libéré à la cour». Pour cette raison, le présent rapport renferme des distributions des peines moins longues qu'elles ne le sont en réalité.

#### (2) Peines de détention

Les organismes de services correctionnels sont responsables de l'administration des décisions rendues par le tribunal (à l'exception des amendes). Lorsqu'un accusé a été déclaré coupable, la décision effective est à la discrétion du juge qui préside le tribunal. Le Code criminel prévoit des peines maximales pour la plupart des infractions et aussi des peines minimales pour certaines infractions. Au Canada, la peine maximale est rarement infligée. En général, le juge considérera les recommandations du Procureur de la couronne et de l'avocat de la défense pour rendre une décision. Dans certains cas, il peut demander un rapport présentenciel (RPS). Le RPS est préparé par un agent de probation et vise à informer le juge au sujet du mode de vie de l'accusé, de sa situation visà-vis de l'emploi ainsi qu'à d'autres circonstances. Lors de la détermination de la peine, le juge tient compte de divers facteurs concernant l'infraction, du tort causé à la victime et de certaines caractéristiques de l'accusé. Au Canada, le recours à l'incarcération se limite habituellement aux contrevenants qui ont commis des infractions très graves et aux récidivistes. Il y a toutefois des exceptions à la règle. A l'Îledu-Prince-Edouard la plupart des conducteurs reconnus coupables de conduite avec facultés affaiblies purgent une peine d'emprisonnement.

Il arrive assez souvent qu'un contrevenant soit condamné pour plusieurs infractions lors d'une seule décision de la cour. Le juge peut alors demander que les peines soient purgées de façon concurrente (en même temps) ou consécutive (une après l'autre). Cette pratique fait que l'on attache de l'importance à la «peine totale» (c'est-à-dire la somme de toutes les peines consécutives infligées).

Le Code criminel stipule que toutes les personnes condamnées à une peine totale de deux ans ou plus doivent être emprisonnées dans un pénitencier fédéral. Au Canada, tous les pénitenciers relèvent du Service correctionnel Canada (SCC). Tous les contrevenants sous responsabilité fédérale sont d'abord admis dans un établissement provincial ou territorial afin de leur permettre d'exercer leur droit d'appel de la condamnation ou de la sentence. Un avis d'appel doit normalement être déposé dans un délai de 30 jours suite à l'imposition de la sentence. Les contrevenants fédéraux

Pour l'analyse de ces données, s'il vous plaît vous référez au Juristat «Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003» (nº 85-002-XIF au catalogue, vol. 24, nº 10).

À partir du mois d'avril 2003, la Loi sur les jeunes contrevenants a été remplacé par la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

peuvent déposer dans un délais de 15 jours, un avis d'appel avant d'être transférés à un pénitencier fédéral. Les contrevenants sous responsabilité fédérale qui renoncent à leur droit d'appel seront ensuite transférés dans un pénitencier fédéral pour purger leur peine.

Les contrevenants qui sont condamnés à une peine totale d'emprisonnement de moins de deux ans relèvent exclusivement des services correctionnels provinciaux ou territoriaux. De plus, les contrevenants qui ont omis de payer une amende imposée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée prévue par la loi en question. Les détenus emprisonnés uniquement pour défaut de paiement d'une amende peuvent réduire la durée de leur peine en acquittant par la suite une partie de l'amende.

Les peines discontinues peuvent être assorties d'ordonnances de probation et sont normalement purgées durant les fins de semaines ou les autres jours spécifiés. De tels privilèges sont normalement accordés uniquement pour leur permettre de conserver leur emploi ou d'assumer leurs responsabilités familiales.

#### (3) Condamnation avec sursis

Introduit en septembre 1996 comme une nouvelle décision avec la proclamation du loi C-41, la condamnation avec sursis permet à un contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement de purger sa peine sous surveillance au sein de la collectivité. Les condamnations avec sursis peuvent être imposées selon le bon vouloir du juge qui préside l'audience. sous réserve de certaines restrictions. Tout d'abord, il ne doit pas s'agir d'une infraction pour laquelle une peine minimale d'emprisonnement est prévue. En deuxième lieu, la peine minimale qui aurait été normalement infligée doit être de moins de deux ans. En dernier lieu, le tribunal doit être convaincu que l'imposition d'une condamnation avec sursis ne mettra pas en danger la sécurité du public. L'objectif est de fournir aux personnes qui commettent des infractions de moindre gravité des solutions de rechange efficaces, moins onéreuses et axées sur la communauté et de permettre que le peu de ressources disponibles servent à l'incarcération et au traitement des auteurs de crimes plus graves.

Tout comme dans le cas d'une ordonnance de probation, l'ordonnance de condamnation avec sursis renferme des conditions obligatoires. Parmi celles-ci, signalons l'obligation de rester dans le ressort du tribunal et de se présenter à un agent de surveillance selon les modalités précisées. D'autres conditions peuvent exiger que le contrevenant s'abstienne de consommer de l'alcool ou qu'il exécute des travaux communautaires. En cas de manquement aux conditions imposées, le contrevenant peut être forcé de comparaître de nouveau devant le tribunal, et le juge pourra mettre fin à la condamnation avec sursis ou condamner le contrevenant à un établissement de détention pour purger la peine originale d'emprisonnement en entier ou en partie.

#### (4) Probation

Le tribunal peut émettre une ordonnance de probation à l'endroit d'un condamné à titre de seule peine en conjonction avec une autre, par exemple une peine de détention ou une peine faisant partie d'une absolution sous condition.

D'habitude, la probation est une condamnation qui peut ou non faire l'objet d'une surveillance par un agent de probation. Une ordonnance de probation non assortie d'une condition de surveillance n'est pas normalement portée à l'attention des autorités correctionnelles. Dans le présent rapport, le terme «probation» signifie uniquement la probation sous surveillance. Les ordonnances de probation sont souvent assorties de la condition de dédommager la victime et d'une ordonnance de services communautaires (OSC). Si le contrevenant ne se conforme pas aux conditions d'une ordonnance de probation, il peut faire l'objet d'autres sanctions.

Tout comme dans le cas de la cueillette des données sur la détention, il existe deux indices pour décrire le recours aux services de probation. Le premier, les admissions (on y réfère aussi comme étant des inscriptions) à la probation, correspond au nombre de personnes soumises à une ordonnance de probation. Le deuxième est le compte des probationnaires effectué habituellement tous les mois et exprimé en «compte à la fin du mois». Comme pour les comptes des détenus dans les établissements, ces comptes à la fin du mois servent à des fins opérationnelles et administratives. Puisque les comptes des probationnaires ne sont normalement pas associés à d'autres renseignements sur les contrevenants, le lecteur doit se garder d'extrapoler les caractéristiques de la population à partir des données sur les admissions.

#### (5) Libération sous condition

La planification de la mise en liberté et de la réinsertion sociale progressive des détenus grâce à des mécanismes de «mise en liberté sous condition» est un aspect important du programme correctionnel. Le recours à ces divers mécanismes permet d'assurer la protection de la société au moyen d'un régime de surveillance des contrevenants dans la collectivité par les autorités correctionnelles.

En novembre 1992, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (projet de loi C-36) est entrée en vigueur, remplaçant ainsi la Loi sur la libération conditionnelle et la Loi sur les pénitenciers. Le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle, auparavant prévu par la Loi sur la libération conditionnelle, est maintenant énoncé dans la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et dans la législation provinciale/territoriale respective.

La surveillance des personnes libérées sous condition est gérée par les systèmes correctionnels fédéraux et provinciaux/ territoriaux. La libération sous condition est exercée par les autorités correctionnelles dans les systèmes provinciaux et territoriaux. Au niveau fédéral, la responsabilité concernant les permissions de sortir est partagée entre la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service correctionnel du Canada.

Voici les mécanismes de mise en liberté sous condition au Canada:

La permission de sortir autorise les contrevenants à quitter l'établissement pour prendre part à certains besoins. Les contrevenants peuvent obtenir une permission de sortir avec surveillance ou sans surveillance de façon régulière pour rendre visite à leur famille, obtenir des soins médicaux, participer à des programmes de réadaptation, rencontrer d'autres personnes, ou pour des raisons humanitaires. Le projet de loi C-36 définit les raisons pour lesquelles une permission de sortir peut être accordée aux contrevenants fédéraux.

- La semi-liberté est accordée à la discrétion des responsables des libérations conditionnelles. Elle offre aux contrevenants la possibilité de participer à des activités communautaires courantes. Normalement, les contrevenants habitent dans un établissement correctionnel ou un établissement résidentiel communautaire et sont libérés dans la collectivité pour une période spécifiée durant la journée. La semi-liberté est aussi accordée aux contrevenants afin de les préparer à la libération conditionnelle totale et à la libération d'office.
- La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée à la discrétion des responsables des libérations conditionnelles. Elle permet aux contrevenants de purger une partie de leur peine dans la collectivité. Dans tous les cas, les contrevenants sont placés sous la surveillance d'un agent de libération conditionnelle et doivent respecter certaines conditions visant à réduire les risques de récidive et à faciliter leur réinsertion sociale.
- La libération d'office permet à la plupart des contrevenants condamnés sous responsabilité fédérale et n'ayant pas obtenu de libération conditionnelle de purger le dernier tiers de leur sentence sous surveillance dans la collectivité selon les mêmes conditions de libération que celles imposées aux contrevenants à qui on a accordé une libération conditionnelle totale.

#### (6) Commissions de libération conditionnelle

La dernière responsabilité des services correctionnels pour adultes vise l'administration des commissions de libération conditionnelle. Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique administrent leurs propres commissions des libérations conditionnelles dont relèvent les contrevenants détenus dans leurs établissements provinciaux. La Commission nationale des libérations conditionnelles s'occupe de toutes les personnes condamnées à purger une peine dans un pénitencier (c'est-à-dire une peine de deux ans ou plus) et des personnes détenues dans les établissements de détention provinciales et territoriales où il n'y a pas de commission provinciale/ territoriale.

Les commissions des libérations conditionnelles sont des tribunaux administratifs investis de pouvoirs en matière d'octroi, de refus, de cessation ou de révocation de la liberté conditionnelle à l'égard de détenus sous leur responsabilité. La Commission nationale des libérations conditionnelles a également le pouvoir de faire cesser ou de révoquer la «liberté d'office», de détenir certains contrevenants et d'accorder des permissions de sortir avec surveillance et sans surveillance à certains contrevenants détenus dans les pénitenciers.

## Mesures de l'activité des services correctionnels : admissions et comptes moyens

Normalement, deux indicateurs différents ont été utilisés pour décrire l'utilisation des services correctionnels : I) le nombre annuel d'«admissions» à des établissements correctionnels ou des programmes de surveillance communautaire (que l'on nomme également «inscription» dans le cadre des programmes communautaires), et ii) le «compte moyen» des détenus incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment donné.

Les données sur les admissions sont recueillies lorsque le contrevenant entre à l'établissement, et portent habituellement sur les éléments suivants :

- la durée totale de la peine;
- l'âge du contrevenant;
- le sexe du contrevenant;
- l'origine ethnique (Autochtone/non-Autochtone); et
- l'infraction pour laquelle le contrevenant a été condamné (il peut y en avoir plusieurs).

Même si les données sur les admissions décrivent et mesurent les changements survenus dans le volume des causes des organismes correctionnels au cours d'une période donnée, elles n'indiquent pas le nombre de personnes qui utilisent les services correctionnels. Même s'il est important de contrôler la charge de travail associée à chaque particulier, il importe tout autant d'être en mesure de compter le nombre total des contrevenants responsables de la charge de travail des admissions.

Le «dénombrement des détenus» est une autre mesure utilisée par les services correctionnels pour décrire le nombre de détenus incarcérés ou purgeant une peine au sein de la communauté à un moment précis. Les dénombrements constituent un indicateur opérationnel important pour les gestionnaires d'établissements correctionnels et ils servent d'indicateurs officiels de l'utilisation de la capacité d'accueil des établissements. Les agents des services correctionnels s'adonnent au dénombrement quotidien des détenus dans leur établissement, au moins à tous les changements de poste, et au dénombrement mensuel des contrevenants sous surveillance communautaire. Par conséquent, une personne condamnée à vingt-cinq années d'emprisonnement pour avoir commis un meurtre en 1990 aurait été comptée dans les données carcérales de 1997-1998 puisqu'elle serait toujours sous garde le jour ou le mois où a eu lieu le dénombrement. Toutefois, cette même personne ne ferait pas partie des données des admissions pour l'exercice 1997-1998, son admission en prison ayant eu lieu plusieurs années auparavant.

De façon générale, les systèmes correctionnels provinciaux et territoriaux ne peuvent pas fournir de détails des «caractéristiques des détenus» sur leurs populations quotidiennes moyennes en raison du roulement élevé des détenus sous responsabilité provinciale/territoriale. Toutefois, de nombreux détails sont obtenus sur les contrevenants au moment de l'admission. Le lecteur doit se garder d'extrapoler les caractéristiques de la population à partir des données sur les admissions. Les statistiques tirées des aperçus d'un jour sont plus susceptibles d'inclure les gens purgeant des peines plus longues et, par conséquent, les comptes moyens tiennent plutôt compte des détenus de longue date (c'est-à-dire des hommes qui ont commis des infractions plus graves et qui ont des antécédents criminels plus nombreux, etc.).

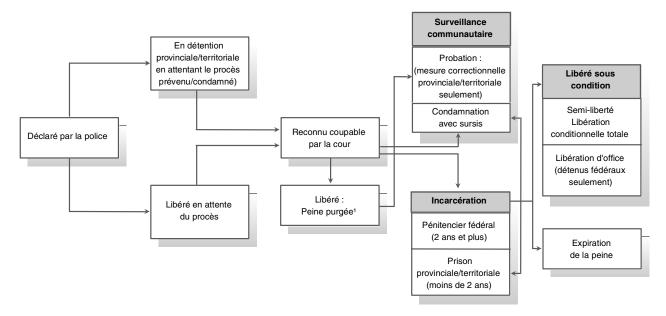
### Un aperçu des évènements du système correctionnel pour adultes

La figure 1 fournit au lecteur un aperçu visuel des activités principales du système correctionnel pour les adultes au niveau provincial/territorial et fédéral.

Figure 1



#### Un aperçu des événements du système correctionnel pour adultes



<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Un individu pour qui la durée de la peine imposée est plus ou moins la même que la durée du temps déjà détenu (p. ex. en attente du procès) peut être libéré en raison d'avoir déjà purgé sa peine.

Source: Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

#### **Profil national**

Tableau sommaire 1

Nombre moyen de cas de contrevenants et nombre total d'admissions aux services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux, 1998-1999 à 2002-2003

		(	Compte moyen <sup>1</sup>			Admissions	
Type de peine	Année	Provincial/ territorial <sup>2</sup>	Fédéral	Total	Provincial/ Fédéral <sup>3,4</sup>	Fédéral <sup>5</sup>	Total
Détention	1998-1999	19 220	13 170	32 390	210 591	7 855 <sup>r</sup>	218 446 <sup>r</sup>
Dotontion	1999-2000	18 634	12 974	31 608	219 840 <sup>r</sup>	7 906 <sup>r</sup>	227 746 r
	2000-2001	18 813 <sup>r</sup>	12 664 r	31 477 <sup>r</sup>	227 279	7 722 <sup>r</sup>	235 001 r
	2001-2002	19 262	12 750 <sup>r</sup>	32 012 r	240 341 <sup>r</sup>	7 458 <sup>r</sup>	247 799 r
	2002-2003	19 674	12 838	32 512	249 214	7 659	256 873
Communauté <sup>6,7</sup>	1998-1999	111 642	7 787 <sup>r</sup>	119 429 <sup>r</sup>	97 224	8 141 <sup>r</sup>	105 365 <sup>r</sup>
	1999-2000	113 745	8 100 <sup>r</sup>	121 845 <sup>r</sup>	91 936	8 067 <sup>r</sup>	100 003 r
	2000-2001	111 885	8 036 <sup>r</sup>	119 921 <sup>r</sup>	101 768	7 892 <sup>r</sup>	109 660 r
	2001-2002	115 242 <sup>r</sup>	7 626 <sup>r</sup>	122 868 <sup>r</sup>	105 388 <sup>r</sup>	7 777 <sup>r</sup>	113 165 <sup>r</sup>
	2002-2003	116 974	7 222	124 196	104 478	7 856	112 334
Total	1998-1999	130 862	20 957 r	151 819 <sup>r</sup>	307 815	15 996 <sup>r</sup>	323 811 <sup>r</sup>
	1999-2000	132 378	21 074 <sup>r</sup>	153 452 r	311 776 r	15 973 r	327 749 r
	2000-2001	130 698 r	20 700 r	151 398 r	329 047	15 614 <sup>r</sup>	344 661 r
	2001-2002	134 505	20 376 r	154 880 <sup>r</sup>	345 729 r	15 235 r	360 964 r
	2002-2003	136 648	20 060	156 708	353 692	15 515	369 207

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1. Compte moyen - Désigne le compte moyen réel, en conséquence exclut les détenus temporairement absents au moment du compte

 Les admissions provinciales et territoriales à la détention comprennent le nombre total d'admissions ainsi que les contrevenants fédéraux détenus au sein du système provincial ou territorial pendant une période d'appel avant leur transfert à un pénitencier fédéral.

Les admissions aux établissements fédéraux incluent le mandat de dépôt, la révocation de la libération conditionnelle, la fin de la mise en liberté, l'interruption, les transferts de pays étrangers et d'autres types d'admission.

Nord-Ouest de 1997-1998 à 2001-2002 et du Nunavut en 1999-2000, 2000-2001 et 2002-2003, du Nouveau-Brunswick de 2000-2001 à 2002-2003, des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999 et 1999-2000, de la Nouvelle-Écosse, toutes les années antérieures à 2001-2002, du Nouveau-Brunswick, toutes les années à partir de 1998-1999, des Territoires du Nord-Ouest de 1997-1998 à 2001-2002 et du Nunavut en 1999-2000, 2000-2001 et 2002-2003.

<sup>4.</sup> Sont exclues du total des admissions provinciales et territoriales à la détention, les données du Nunavut en 1999-2000. Sont exclues du total des admissions provinciales à la communauté, les données à la probation du Manitoba en 1999-2000, des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999 à 2002-2003 et du Nunavut en 1999-2000 et 2000-2001 ainsi que les données de peines d'emprisonnement avec sursis des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999 à 2002-2003 et du Nunavut en 1999-2000 et 2000-2001.

<sup>6.</sup> Lés données provinciales et territoriales sur les services communautaires incluent la probation, les peines d'emprisonnement avec sursis et la libération sous condition pour les secteurs de compétence qui utilisent leur propre commission des libérations conditionnelles. Le compte moyen de la communauté fédérale comprend les délinquants fédéraux en semi-liberté, en libération sous condition totale et en libération d'office, de même que les délinquants provinciaux et territoriaux en libération sous condition dans les provinces et territoires qui n'ont pas leur propre commission des libérations conditionnelles. Les « admissions » à la communauté fédérale représentent les libérations de la garde fédérale seulement

<sup>7.</sup> La possibilité d'imposer des condamnations avec sursis a été mise en vigueur en septembre 1996. Les données sont incluses dans les chiffres provinciaux et territoriaux. Source: Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Tableaux 5, 6, 13, 14, 27, 28, 35 et 37.

Tableau sommaire 2

Nombre d'admissions à la détention provinciale, territoriale et fédérale, selon certaines caractéristiques, 2002-2003

Sactour de compétence		Admiss	ions		Écart en % par	Durée médiane de la		actéristiques innes condam	
Secteur de compétence	Personnes condamnées	Personnes prévenues	Autres <sup>1</sup>	Total	rapport à l'année précédente	peine (en jours)	Femmes	Autoch- tones	Âge médian
		nomb	ore					pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	1 031	426	104	1 561	3.6	60	5		31
Île-du-Prince-Édouard	594	265	0	859	3.7		9	3	
Nouvelle-Écosse	1 376	1 156	505	3 037	-21.2	60	6	6	31
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	1 458	1 279	697	3 434	-0.9		7	7	
Québec	13 423	26 588	3 069	43 080	-3.6	26	10	2	35
Ontario	33 050	58 470	11 631	103 151	6.8	30	9	9	33
Manitoba	3 316	8 615	6 083	18 014	11.2	61	7	68	30
Saskatchewan	3 576	11 268	174	15 018	8.5	91	10	78	29
Alberta	16 190	9 655	0	25 845	7.5	21	12	39	31
Colombie-Britannique	8 740	11 507	13 030	33 277	-0.1	45	8	20	31
Yukon	206	327	13	546	-12.9	45	8	76	31
Territoires du Nord-Ouest	685	268	2	955	17.6	122	7	83	32
Nunavut	240	197	0	437	-7.2		0	98	
Total provincial et territorial	83 885	130 021	35 308	249 214	3.7		10	21	
Total fédéral	4 244		3 415	7 659	0.6	954	5	18	32

Note: Les durées moyennes des peines fédérales excluent les personnes qui purgent des peines indéterminées ou à perpétuité.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Tableaux 6, 8, 10, 28, 29 et 31.

Tableau sommaire 3

Nombre d'inscriptions à la surveillance communautaire provinciale, territoriale et fédérale, 2002-2003

	Namahua	Écart	Durée médiane		aines caractérisc es probationnair		Nombre	Namahua	
Secteur de compétence	Nombre total d'admis- sions à la probation	en % par rapport à l'année précédente	de l'ordon- nance de probation (en mois)	Pour- centage de femmes	Pour- centage d'Autoch- tones	Âge médian	total de condam- nations avec sursis	Nombre total de libérations sous condition <sup>1</sup>	Total
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	1 726	-3.4	12	18		32	308		2 034
Île-du-Prince-Édouard	541	-3.9		13			37		578
Nouvelle-Écosse	3 728	5.1	12	18	6	32	626		4 354
Nouveau-Brunswick	1 764	-3.6		16	8		602		2 366
Québec	8 280	0.0	18	12	7	32	4 941	1 247	14 468
Ontario	39 778	4.0	12	17	6	32	4 920	357	45 055
Manitoba <sup>3</sup>	3 501	-32.9	18	18	46	30	798		4 299
Saskatchewan	3 434	0.9	12	19	65	29	1 453		4 887
Alberta	8 821	-6.5		18	21		1 590		10 411
Colombie-Britannique	10 429	-5.8	12	17	20	31	3 545	420	14 394
Yukon	363	7.4	9	18	60	31	99		462
Territoires du Nord-Ouest			12						
Nunavut	885	10.5		12	90		285		1 170
Total provincial et territorial	83 250	-1.9		17	14		19 204	2 024	104 478
Fédéral <sup>4,5</sup>									7 856

Les « libérations sous condition » incluent les libérations conditionnelles dont les provinces ou les territoires sont dotés de leur propre commission des libérations conditionnelles, de même que les libérations conditionnelles provinciales ou territoriales sous la responsabilité de la Commission nationale des libérations conditionnelles.
 Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de

À la catégorie « autres » des secteurs de compétence provinciale et territoriale, sont inclus les contrevenants en « détention temporaire et autres détentions », tels que « la détention pour raison d'immigration » ; et, au secteur de compétence fédérale, y sont inclus les « révocations », les « cessations de libération », les « transferts d'autres pays » et « autres ».

<sup>2.</sup> Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent être faites avec prudence.

<sup>3.</sup> Nouveau-Brunswick - Les données de 2001-2002 et 2002-2003 proviennent d'un nouveau système opératoire, il faut donc faire preuve de prudence en les comparant aux données des années antérieures.

<sup>2.</sup> Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquete sur les services correctionnels Integrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent être faites avec prudence.

<sup>3.</sup> Manitoba - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002 et 2002-2003 par rapport à celles de 2000-2001, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation d'un nouveau système opératoire (COMS) en 1999-2000.

<sup>4.</sup> Les libérations communautaires fédérales excluent les libérations où les établissements de libération ne sont pas connus ainsi que les libérations dont le type de libération n'est pas connu.

<sup>5.</sup> Le nombre de libérations communautaires fédérales englobent aussi le nombre de contrevenants fédéraux qui ne sont pas supervisés. Ceux-ci sont inclus dans les catégories « expiration du mandat » et « autres libérations » (par ex.: détentions temporaires ailleurs, déportation, etc.).

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Tableaux 14, 15, 18 et 35.

Tableau sommaire 4

Compte moyen de contrevenants en détention provinciale, territoriale et fédérale, 2002-2003

Secteur de compétence	Compte des personnes condamnées	Compte des personnes prévenues	Autres <sup>1</sup>	Compte moyen du nombre total des contre- venants <sup>2</sup>	Écart en % par rapport à l'année précédente	Compte des personnes condamnées pour 100 000 adultes (taux d'incarcération)	Écart en % par rapport à l'année précédente
Terre-Neuve-et-Labrador	232	51	11	294	-7.3	70	-6.9
Île-du-Prince-Édouard	56	18	5	79	21.4	74	18.6
Nouvelle-Écosse	164	122	10	296	-3.6	40	-5.0
Nouveau-Brunswick	204	94	16	314	0.3	53	-0.5
Québec	2 263	1 437	17	3 717	5.3	63	3.5
Ontario	3 438	4 373	239	8 050	2.5	87	0.6
Manitoba	560	620		1 180	5.9	136	5.8
Saskatchewan	867	346	0	1 213	6.2	161	5.9
Alberta	1 322	794	0	2 116	1.6	90	-1.1
Colombie-Britannique <sup>3</sup>	1 210	798	56	2 064	-6.3	63	-8.3
Yukon	27	24	0	51	-5.2	227	-5.6
Territoires du Nord-Ouest	174	29	7	210	12.3	732	9.6
Nunavut	66	25	0	90	-8.2	547	-9.6
Total provincial et territorial	10 583	8 730	361	19 674	2.1	81	1.0
Total fédéral <sup>4</sup>				12 838	0.2	53	-0.6

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source': Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Annexe A et Tableaux 5 et 27.

Tableau sommaire 5

Compte moyen de contrevenants dans la communauté, 2002-2003

Secteur de compétence	Compte moyen en probation	Taux moyen de personnes en probation pour 100 000 adultes	Compte moyen de condamnations avec sursis	Compte moyen de libération sous condition <sup>1</sup>	Nombre moyen de contrevenants dans la communautaire	Écart en % par rapport à l'année précédente
Terre-Neuve-et-Labrador	2 235	531	110		2 345	0.6
Île-du-Priņce-Édouard	546	509	10		556	-22.9
Nouvelle-Écosse	3 942	531	386		4 328	-1.3
Nouveau-Brunswick						
Québec	8 552	145	3 536	581	12 668	1.9
Ontario	56 030	602	3 246	210	59 486	5.0
Manitoba	6 577	760	899		7 476	-2.9
Saskatchewan	4 144	550	1 197		5 341	5.4
Alberta	8 468	360	1 440		9 908	-1.7
Colombie-Britannique	11 819	363	2 021	223	14 063	-8.3
Yukon	337	1 490	37		374	-6.8
Territoires du Nord-Ouest	423	1 475	6		429	
Nunavut						
Total provincial et territorial	103 073	434	12 887	1 014	116 974	1.5
Fédéral <sup>2</sup>					7 222	-5.3

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1.</sup> La catégorie « autres » inclut les contrevenants en « détention temporaire » ou « d'autres détentions » telles que « la détention pour raison d'immigration » et « l'interruption de la libération conditionnelle ».

<sup>2.</sup> La somme du « compte moyen de contrevenants » peut ne pas correspondre au total puisque des chiffres arrondis ont été déclarés.

Colombie-Britannique - Les données des « autres - détentions temporaires » reflètent les emprisonnements avant comparution dans un établissement correctionnel, lesquels constituent une nouvelle catégorie à compter de 1999-2000.

Les comptes moyens fédéraux comprennent les contrevenants fédéraux, provinciaux et territoriaux détenus dans des établissements fédéraux ainsi que ceux qui y sont détenus temporairement.

<sup>1.</sup> Les « libérations sous condition » incluent les libérations conditionnelles provinciales et territoriales.

<sup>2.</sup> Le compte moyen fédéral des contrevenants libérés dans la communauté inclut : la libération conditionnelle totale, la semi-liberté, la libération d'office, les mandats de supervision à long terme ainsi que les contrevenants qui ne sont pas supervisés car ils ont été détenus temporairement ailleurs, ou, ont été déportés.Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Annexe A et Tableaux 13 et 37.

Tableau sommaire 6

Dépenses d'exploitation des services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux pour adultes, 1998-1999 à 2002-2003

1999-2000 2000-2001 2001-2002	Féde	éral	Provincial e	t territorial	Tot	tal	Par h	abitant
	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993
			\$					
1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 143 822 1 273 728 1 270 730 1 424 596 1 448 955	1 056 161 1 150 612 <sup>r</sup> 1 117 617 <sup>r</sup> 1 224 932 1 210 489	1 056 182 <sup>r</sup> 1 107 008 <sup>r</sup> 1 151 004 <sup>r</sup> 1 184 369 1 281 369	975 237 1 000 007 <sup>r</sup> 1 012 317 <sup>r</sup> 1 018 374 1 070 484	2 200 004 2 380 736 <sup>r</sup> 2 421 734 <sup>r</sup> 2 608 965 2 730 324	2 031 398 2 150 619 <sup>r</sup> 2 129 933 <sup>r</sup> 2 243 306 2 280 973	72.73 <sup>r</sup> 78.03 <sup>r</sup> 78.65 <sup>r</sup> 83.86 <sup>r</sup> 86.91	67.16 <sup>r</sup> 70.49 <sup>r</sup> 69.17 <sup>r</sup> 72.11 <sup>r</sup> 72.61

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Tableaux 3 et 22.

Tableau sommaire 7

Personnel dans les secteurs de compétence provinciaux, territoriaux et fédéraux, 1998-1999 à 2002-2003

				Personnel <sup>1</sup>		
Secteur de compétence	Année	Administration centrale et services centraux	Services de détention	Services de non- détention	Commissions de libérations conditionnelles	Total
				nombre		
Provincial et territorial	1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002	702 674 743 717	13 356 13 809 13 084 12 604	2 314 2 360 2 407 2 484	59 166 179 162	16 430 17 009 16 413 15 966
	2002-2003	726	11 129	2 428	142	14 316
Fédéral	1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 496 1 656 1 947 1 628 1 901	9 906 10 208 12 572 11 339 12 744	989 1 095 1 319 1 181 1 268	265 322 337 355 375	12 656 13 281 16 175 14 503 16 288
Total	1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002 2002-2003	2 198 2 330 2 690 2 345 2 627	23 262 24 017 25 656 23 943 23 873	3 303 3 455 3 726 3 665 3 696	324 488 516 517 517	29 086 30 290 32 588 30 469 30 604

Notes: En raison de l'arrondissement, les chiffres peuvent ne pas correspondre aux totaux.

Les données sur le personnel sont quelque peu plus hautes que les années précédentes à cause, en partie, des définitions normalisées qui ont été introduites dans le nouvel outil de collecte de données en 1998-1999.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête des Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, Tableaux 2, 24 et 26.

<sup>1.</sup> Les données sur le personnel représentent les équivalents d'emploi à temps complet à compter du 31 mars 2003.

#### Tableaux provinciaux et territoriaux

Tableau 1 Établissements de détention provinciaux et territoriaux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de sécurité et la capacité, 2000-2001 à 2002-2003

		N	iveau de sécurité	<u> </u>	Capaci	té <sup>1</sup>	Non-détention (bureaux de
Secteur de compétence	Année	Milieu fermé	Milieu ouvert	Total	Opérationnelle	Condition spéciale	probation et de libération conditionnelle)
					nombre		
Terre-Neuve-et-Labrador	2000-2001	7	1	8	349	89	14
	2001-2002	7	1	8	349	84	14
	2002-2003	7	1	8	349	84	14
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	2	0	2	102	21	6
	2001-2002	2	0	2	98	10	6
	2002-2003	2	0	2	126	12	5
Nouvelle-Écosse	2000-2001	8	0	8	499	49	16
	2001-2002	5	0	5	496	59	16
	2002-2003	5	0	5	463	74	16
Nouveau-Brunswick	2000-2001	4	1	5	284	0	12
	2001-2002	4	1	5	284	0	12
	2002-2003	4	1	5	284	0	12
Québec	2000-2001	18	0	18	3 167	724	41
	2001-2002	18	0	18	3 253	724	42
	2002-2003	18	0	18	3 253	724	42
Ontario <sup>2</sup>	2000-2001	42 <sup>r</sup>	2 r	44	8 134	644	100
	2001-2002	34	2	36	8 995	671	101
	2002-2003	34	1	35	8 692	686	101
Manitoba	2000-2001	6	2	8	1 229	105	17
	2001-2002	6	2	8	1 222	147	17
	2002-2003	6	2	8	1 244	157	17
Saskatchewan	2000-2001	4	8	12	1 203	20	15
	2001-2002	4	8	12	1 180	57	15
	2002-2003	4	8	12	1 165	57	15
Alberta	2000-2001	8	1	9	2 295	626	42
	2001-2002	8	0	8	2 135	697	40
	2002-2003	8	0	8	2 135	697	40
Colombie-Britannique	2000-2001	11	9	20	2 611	170	62
	2001-2002	11	8	19	2 725	170	60
	2002-2003	10	0	10	2 323	170	55
Yukon	2000-2001	1	0	1	73 <sup>r</sup>	10	4
	2001-2002	1	0	1	75 <sup>r</sup>	10	4
	2002-2003	1	0	1	73	10	3
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001	1	2	3	196	0	10
	2001-2002	1	2	3	196	0	8
	2002-2003	1	2	3	196	0	9
Nunavut	2000-2001	1	1 r	2 r	80	28	
	2001-2002	1 r	1 r	2 r	66	24	3
	2002-2003	1	1	2	74	20	8
Total	2000-2001	113 <sup>r</sup>	27 <sup>r</sup>	140 <sup>r</sup>	20 222 <sup>r</sup>	2 486	339
	2001-2002	102 <sup>r</sup>	25 <sup>r</sup>	127 <sup>r</sup>	21 074 <sup>r</sup>	2 653	338
	2002-2003	101	16	117	20 377	2 691	337

Note: Les établissements multisécuritaires sont inclus sous les établissements en « milieu fermé ».

1. Les normes qui servent à établir les chiffres sur la capacité varient d'un secteur de compétence à l'autre. L'utilisation des espaces de logement à des fins spéciales ou normales est flexible selon le besoin opérationnel. Pour cette raison, les espaces de logement réservés à des fins spéciales peuvent être inclus dans la capacité opérationnelle totale, comme on le fait dans les secteurs de compétence suivants : Nouvelle-Ecosse, Saskatchewan et Yukon.

2. Ontario : En 2001-2002, l'augmentation de la capacité totale opérationnelle est due à l'ouverture d'institutions méga.

Tableau 2 Personnel<sup>1</sup>, selon certaines catégories, 2002-2003

	Adminis-		Gervices de détention	,		vices de détention		Commissions des libérations conditionnelles				
Secteur de compétence	tration centrale et services centraux	Agents de la paix	Autres	Total	Agents de probation et libération condition- nelle	Autres	Total	Membres de la commis- sion	Autres	Total	Total	Salaires en % du total des dépenses <sup>2</sup>
					nc	mbre						pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>3</sup>	5	170	71	241	33	16	49				295	78
Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup>	6	50	38	88	14	5	19				113	87
Nouvelle-Écosse <sup>5</sup>	16	152	81	233	60	47	107				356	87
Nouveau-Brunswick <sup>6</sup>	15	176	29	205	39	12	51				271	75
Québec <sup>3</sup>	220	1 458	544	2 002	299	136	435	66	19	85	2 742	79
Ontario	291	2 918	1 894	4 812	657	242	899	43	10	53	6 055	77
Manitoba	26	595	230	824	117	36	153					83
Saskatchewan	22	614	180	794	101	27	128				944	82
Alberta	43	761	285	1 046	138	94	232				1 321	81
Colombie-Britannique	73			1 439			462			4	1 978	64
Yukon	4	32	22	54	12	4	15				73	79
Territoires du Nord-Ouest	9	82	53	135	21	5	26				170	78
Nunavut	5	40	20	60	10	3	13				78	64
Total	735	7 048	3 447	11 933	1 501	626	2 589	109	29	142	14 396	78

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le pourcentage des dépenses totales représentant les salaires englobe les avantages sociaux.

<sup>1.</sup> Sauf sous indication contraire, les ressources humaines représentent des équivalents temps plein finissant le 31 mars 2003.

Terre-Neuve-et-Labrador et Québec - Les chiffres des ressources humaines représentent les années-personnes prévues au budget.

<sup>4.</sup> Île-du-Prince-Édouard - L'administrateur provincial des programmes communautaires, faisant partie de l'administration centrale et des services centraux, est également chargé des

services de probation pour les jeunes contrevenants et des services d'aide psycho-sociale prescrits par les tribunaux de la famille.

5. Nouvelle-Écosse - Les gestionnaires des services correctionnels communautaires, inclus dans « autres, services de non-détention », agissent également à titre d'agents de

probation principaux et, ont une charge professionnelle.

Nouveau-Brunswick - La catégorie « autres » dans les services de détention comprend 23 équivalents temps plein faisant toujours partie du plan établi par les services correctionnels. Par contre à partir de 1999-2000, celle-ci était sujette à des coupures budgétaires faisant partie de l'Initiative de restructuration de trois ans des services communautaires et correctionnels (Atteindre l'équilibre). - Les agents de probation s'occupent des cas d'adultes et de jeunes. Par contre, pour le besoin de cette enquête, le calcul est basé sur le pourcentage des cas adultes. De plus, le personnel des services aux victimes a été exclu de la catégorie des services de non-détention puisqu'il travaille avec des clients plutôt qu'avec des contrevenants.

Tableau 3 Total des dépenses d'exploitation<sup>1</sup>, selon l'organisme gouvernemental provincial et territorial responsable des services correctionnels pour adultes et selon la fonction principale, 2000-2001 à 2002-2003

0						Dollars	constants	3				Dollars c de 1992	ourants -1993
Secteur de compétence	Année	Service détent		Service surveilla communa	ance	Administr centrale services ce	e et	Commis des libér condition	ations	Tot	al	To	tal
		'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	par habitant	'000\$	par habitant
Terre-Neuve-et- Labrador	2000-2001 2001-2002 2002-2003	17 626 18 059 19 243	84 83 84	3 146 3 515 3 305	15 16 14	178 208 295	1 1 1			20 950 21 781 22 843	38.95 <sup>r</sup> 40.80 <sup>r</sup> 42.97	18 426 18 729 19 083	34.26 <sup>r</sup> 35.08 <sup>r</sup> 35.90
Île-du-Prince- Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	4 248 4 331 4 322	73 71 71	985 1 107 1 096	17 18 18	547 645 666	9 11 11			5 780 6 083 6 084	41.78 <sup>r</sup> 43.80 <sup>r</sup> 43.48	5 084 5 231 5 082	36.75 <sup>r</sup> 37.66 <sup>r</sup> 36.33
Nouvelle-Écosse <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	19 800 12 028 8 201	77 65 54	5 605 6 074 6 466	22 33 43	442 479 526	2 3 3			25 847 18 581 15 192	27.43 <sup>r</sup> 19.71 16.08	22 733 15 976 12 692	24.12 <sup>r</sup> 16.94 <sup>r</sup> 13.43
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 509 12 401 12 670	60 70 69	6 246 3 909 4 319	32 22 23	1 469 1 388 1 400	8 8 8			19 224 17 698 18 389	25.44 <sup>r</sup> 23.41 <sup>r</sup> 24.30	16 908 15 218 15 362	22.38 <sup>r</sup> 20.13 <sup>r</sup> 20.30
Québec <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	146 158 <sup>r</sup> 150 520 157 773	74 73 73	36 008 <sup>r</sup> 40 835 43 092	18 20 20	13 392 <sup>r</sup> 12 964 13 408	7 6 6	2 468 2 700 2 824	1 1 1	198 025 <sup>r</sup> 207 019 217 097	26.83 <sup>r</sup> 27.91 <sup>r</sup> 29.12	174 165 <sup>r</sup> 178 004 181 368	23.59 <sup>r</sup> 24.00 <sup>r</sup> 24.33
Ontario <sup>5</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	380 177 <sup>r</sup> 393 887 465 138	83 83 84	57 237 <sup>r</sup> 61 668 68 777	13 13 12	15 941 <sup>r</sup> 16 115 16 852	3 3 3	2 803 2 981 2 971	1 1 1	456 157 <sup>r</sup> 474 651 553 737	39.00 <sup>r</sup> 39.90 <sup>r</sup> 45.88	401 194 <sup>r</sup> 408 126 462 604	34.30 <sup>r</sup> 34.31 <sup>r</sup> 38.33
Manitoba	2000-2001 2001-2002 2002-2003	46 897 48 953 53 128	77 75 80	10 979 12 562 10 228	18 19 15	3 174 3 332 3 315	5 5 5			61 050 64 847 66 670	53.25 <sup>r</sup> 56.43 <sup>r</sup> 57.93	53 694 55 758 55 697	46.84 <sup>r</sup> 48.52 <sup>r</sup> 48.40
Saskatchewan <sup>6</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	51 792 53 007 60 147	85 84 85	7 655 8 148 8 990	13 13 13	1 596 1 769 1 877	3 3 3			61 043 62 924 71 015	59.73 61.87 <sup>r</sup> 70.19	53 688 54 105 59 327	52.53 53.20 <sup>r</sup> 58.63
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003	66 417 71 717 78 397	76 76 76	17 202 18 976 19 788	20 20 19	3 827 4 041 4 976	4 4 5			87 445 94 734 103 161	29.05 <sup>r</sup> 30.97 <sup>r</sup> 33.13	76 909 81 456 86 183	25.55 r 26.63 r 27.68
Colombie-Britannique	2000-2001 2001-2002 2002-2003	146 491 145 890 129 422	79 78 74	33 354 35 042 37 641	18 19 22	4 466 4 763 7 175	2 3 4	612 614 647	0 0 0	184 923 186 308 174 885	45.55 <sup>r</sup> 45.42 <sup>r</sup> 42.23	162 641 160 196 146 103	40.06 <sup>r</sup> 39.06 <sup>r</sup> 35.28
Yukon <sup>7</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	6 097 5 855 5 608	74 73 74	1 492 1 339 1 220	18 17 16	669 780 770	8 10 10			8 258 7 974 7 597	269.90 <sup>r</sup> 264.21 <sup>r</sup> 253.87	7 263 6 856 6 347	237.38 <sup>r</sup> 227.18 <sup>r</sup> 212.09
Territoires du Nord-Ouest <sup>8</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	13 875 12 505 13 336	89 77 73	1 175 2 053 1 777	8 13 10	615 1 628 3 186	4 10 17			15 666 16 186 18 299	383.50 <sup>r</sup> 392.62 <sup>r</sup> 441.97	13 778 13 917 15 287	337.29 <sup>r</sup> 337.59 <sup>r</sup> 369.23
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	4 725 4 147 4 897	71 74 76	938 902 1 210	14 16 19	972 534 296	15 10 5			6 635 5 583 6 402	241.25 <sup>r</sup> 198.56 <sup>r</sup> 222.95	5 836 4 800 5 348	212.18 <sup>r</sup> 170.73 <sup>r</sup> 186.25
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	915 812 <sup>r</sup> 933 300 1 012 280	80 79 79	182 022 <sup>r</sup> 196 129 207 908	16 17 16	47 288 <sup>r</sup> 48 645 54 741	4 4 4	5 883 6 294 6 441	1 1 1	1 151 004 <sup>r</sup> 1 184 369 1 281 369	37.38 <sup>r</sup> 38.07 <sup>r</sup> 40.79	1 012 317 <sup>r</sup> 1 018 374 1 070 484	32.88 <sup>r</sup> 32.73 <sup>r</sup> 34.08

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. 1. Les coûts d'investissement ont été exclus des dépenses de tous les secteurs de compétence.

Nouvelle-Écosse - En 2001-2002, plusieurs institutions ont fermé suite à l'ouverture du nouveau Centre Nova.

<sup>3.</sup> Nouveau-Brunswick - Grâce à un nouvel outil de collecte de données introduit durant le cycle d'enquête de 1998-1999, les dépenses de la surveillance communautaire comprennent maintenant plusieurs programmes administrés à contrat, par exemple celui de la gestion de la colère, de la consommation excessive de substances ainsi que des programmes de permissions.

<sup>4.</sup> Québec - La surveillance communautaire inclut les coûts des programmes de travaux compensatoires (PTC) et d'Alcofrein. Les coûts sont les suivants : en 2000-2001 - 2 129,4 \$, en 2001-2002 - 2 530,2 \$ et en 2002-2003 - 2107,6 \$.

Ontario - À compter de 1998-1999, les dépenses déclarées au titre de la surveillance communautaire sont quelque peu moins élevées qu'elles ne l'étaient au cours des années précédentes parce que les recouvrements des coûts ont été expressément exclus dans le nouvel outil de collecte de données.

Saskatchewan - Les maisons de transition sont incluses dans les dépenses de surveillance communautaire à partir de 1999-2000.

Yukon - Les dépenses de l'administration centrale et des services centraux comprennent les dépenses du bureau du directeur à compter de 1998-1999. Ces dépenses étaient auparavant déclarées sous les services de surveillance communautaire. À compter de 1996-1997, les dépenses relatives aux services aux victimes sont exclues.

Territoires du Nord-Ouest - En 2000-2001, toutes les dépenses ont été incluses dans le total. - En 2001-2002, un certain nombre de ressources humaines ont été engagées afin de

faciliter la formation des nouveaux employés.

Tableau 4 Coût quotidien moyen par détenu dans les établissements provinciaux et territoriaux, 2000-2001 à 2002-2003

		Coûts d' des étab	exploitation lissements <sup>1</sup>			quotidien par détenu
Secteur de compétence	Année	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993	Durée du séjour en jours <sup>2</sup>	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993
		,0	000\$			\$
Terre-Neuve-et-Labrador	2000-2001	17 626	15 502	105 277	167.43	147.25
	2001-2002	18 059	15 528	115 705 <sup>r</sup>	156.08 <sup>r</sup>	134.21
	2002-2003	19 243	16 076	107 237	179.45	149.91
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	4 248	3 736	31 295	135.74	119.38
	2001-2002	4 331	3 724	23 699	182.73	157.12
	2002-2003	4 322	3 610	28 791	150.10	125.40
Nouvelle-Écosse <sup>3</sup>	2000-2001	19 800	17 414	124 465 <sup>r</sup>	159.08 <sup>r</sup>	139.91
	2001-2002	12 028	10 342	112 055	107.34	92.30
	2002-2003	8 201	6 851	108 040	75.91	63.41
Nouveau-Brunswick	2000-2001	11 509	10 122	103 295 <sup>r</sup>	111.42 <sup>r</sup>	97.99
	2001-2002	12 401	10 663	114 245	108.55	93.33
	2002-2003	12 670	10 585	114 610	110.55	92.35
Québec	2000-2001	146 158 <sup>r</sup>	128 547 <sup>r</sup>	1 176 651	124.21 <sup>r</sup>	109.25
	2001-2002	150 520	129 424	1 288 852	116.79	100.42
	2002-2003	157 773	131 807	1 356 669	116.29	97.15
Ontario	2000-2001	380 177 <sup>r</sup>	334 369 <sup>r</sup>	2 782 395 <sup>r</sup>	136.64 <sup>r</sup>	120.17
	2001-2002	393 887	338 682	2 865 250	137.47	118.20
	2002-2003	465 138	388 586	2 938 250	158.30	132.25
Manitoba	2000-2001	46 897	41 246	407 340 <sup>r</sup>	115.13 <sup>r</sup>	101.26
	2001-2002	48 953	42 092	406 730	120.36	103.49
	2002-2003	53 128	44 384	430 788	123.33	103.03
Saskatchewan <sup>4</sup>	2000-2001	51 792	45 552	412 450	125.57	110.44
	2001-2002	53 007	45 578	416 830	127.17	109.34
	2002-2003	60 147	50 248	442 745	135.85	113.49
Alberta	2000-2001	66 417	58 414	694 595	95.62	84.10
	2001-2002	71 717	61 665	760 295	94.33	81.11
	2002-2003	78 397	65 495	772 340	101.51	84.80
Colombie-Britannique	2000-2001	146 491	128 840	907 390	161.44	141.99
	2001-2002	145 890	125 443	803 548	181.56	156.11
	2002-2003	129 422	108 122	753 214	171.83	143.55
Yukon	2000-2001	6 097	5 362	19 378	314.64	276.73
	2001-2002	5 855	5 035	19 564	299.29	257.34
	2002-2003	5 608	4 685	18 688	300.06	250.68
Territoires du Nord-Ouest <sup>5</sup>	2000-2001	13 875	12 203	69 715	199.02	175.04
	2001-2002	12 505	10 752	68 255	183.21	157.53
	2002-2003	13 336	11 141	76 650	173.99	145.35
Nunavut	2000-2001	4 725	4 156	32 522	145.29	127.78
	2001-2002	4 147	3 565	35 770	115.93	99.68
	2002-2003	4 897	4 091	32 850	149.06	124.53
Total	2000-2001	915 812 r	805 463 <sup>-</sup>	6 866 767 <sup>r</sup>	133.37 <sup>r</sup>	117.30
	2001-2002	933 300	802 493	7 030 798 <sup>r</sup>	132.74 <sup>r</sup>	114.14
	2002-2003	1 012 280	845 681	7 180 871	140.97	117.77

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1. Les coûts des établissements comprennent les dépenses d'exploitation totales des établissements gouvernementaux ainsi que les services achetés relatifs aux activités institutionnelles. Avant 1998-1999, les coûts d'exploitation des établissements ne comprenaient pas les services achetés.

2. La « durée du séjour en jours » est fondée sur les comptes quotidiens moyens (réels) des détenus multipliés par le nombre de jours dans l'année.

3. Nouvelle-Écosse - En 2001-2002, plusieurs institutions ont fermé suite à l'ouverture du nouveau Centre Nova.

4. Saskatchewan - Le nombre total de jours passés en détention et les frais d'exploitation ne comprennent pas le St. Louis Rehabilitation Centre (centre de traitement pour l'alcoolisme) ni le Regional Psychiatric Centre.

5. Territoires du Nord-Ouest - En 2000-2001, toutes les dépenses ont été incluses dans le total.

Tableau 5 Compte quotidien moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux et territoriaux, compte inscrit au registre et compte réel, selon le statut du détenu<sup>1</sup>, 2000-2001 à 2002-2003

				Compte			Taux	
Contaux do compétance				Pei	nes non prononcées			d'incarcération
Secteur de compétence	Année	Compte inscrit au registre	Condamnés	Prévenus	Autres – détentions temporaires	Total	Total du compte réel	Nombre moyen de contrevenants pour 100 000 adultes dans la population
				nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador	2000-2001	333	225	54	10	64	288	69
	2001-2002	360	256	51	10	61	317	76 '
	2002-2003	327	232	51	11	61	294	70
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	86	73	10	3	13	86	82
	2001-2002	65	51	11	3	14	65	61 <sup>1</sup>
	2002-2003	79	56	18	5	23	79	74
Nouvelle-Écosse <sup>2</sup>	2000-2001	391	222	109	10	119	341	47
	2001-2002	361	187	112	8	120	307	42
	2002-2003	340	164	122	10	132	296	40
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001	385 <sup>r</sup>	204	71	8	79	283	48
	2001-2002	412	208	90	15	105	313	53
	2002-2003	410	204	94	16	110	314	53
Québec	2000-2001	4 661	2 011	1 197	16	1 213	3 224	56
	2001-2002	4 729	2 195	1 318	18	1 337	3 531	61
	2002-2003	4 704	2 263	1 437	17	1 454	3 717	63
Ontario	2000-2001	8 190 <sup>r</sup>	3 737	3 700	186 <sup>r</sup>	3 886 <sup>r</sup>	7 623 <sup>r</sup>	85 <sup>1</sup>
	2001-2002	8 420 <sup>r</sup>	3 631	3 999	220	4 219	7 850	86
	2002-2003	8 615	3 438	4 373	239	4 612	8 050	87
Manitoba <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 309 1 336 1 402	596 545 560	520 570 620	 	520 570 620	1 116 1 114 1 180	130 129 136
Saskatchewan	2000-2001	1,231	826	304	0	304	1 130	150
	2001-2002	1,237	839	303	0	303	1 142	151 '
	2002-2003	1,292	867	346	0	346	1 213	161
Alberta	2000-2001	2 171	1 323	580	0	580	1 903	85
	2001-2002	2 324	1 369	714	0	714	2 083	91
	2002-2003	2 338	1 322	794	0	794	2 116	90
Colombie-Britannique <sup>5</sup>	2000-2001	2 648	1 476	811	199	1 010	2 486	79
	2001-2002	2 279	1 400	739	63	802	2 202	69
	2002-2003	2 068	1 210	798	56	854	2 064	63
Yukon	2000-2001	60	35	18	0	18	53	235
	2001-2002	62	37	17	0	17	54	238 <sup>1</sup>
	2002-2003	58	27	24	0	24	51	227
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	163 159 174	28 28 29	0 0 7	28 28 36	191 187 210	684 660 732
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	104 95	63 55 66	26 28 25	0 15 0	26 43 25	89 98 90	571 610 547
Total	2000-2001	21 464 <sup>r</sup>	10 953	7 428	432 <sup>r</sup>	7 860 <sup>r</sup>	18 813 <sup>r</sup>	79 <sup>1</sup>
	2001-2002	21 688 <sup>r</sup>	10 931	7 980	351	8 331	19 262	80
	2002-2003	21 728	10 583	8 730	361	9 091	19 674	81

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1. Les comptes présentés sont des comptes quotidiens moyens sauf sous indication contraire.

2. Nouvelle-Écosse - La moyenne des comptes de fin du mois est utilisée.

Nouvelle-Ecosse - La moyenne des comptes de fin du mois est utilisée.
 Nouveau-Brunswick - À partir du 1<sup>er</sup> avril 1998, les « comptes inscrits au registre » incluent les détenus provinciaux transférés aux établissements fédéraux par le biais de l'Initiative Nouveau-Brunswick-Canada. En 2000-2001, les comptes inscrits au registre incluent 75 détenus provinciaux transférés aux établissements fédéraux par le biais de l'Initiative Nouveau-Brunswick-Canada, 69 en 2001-2002 et 69 en 2002-2003.
 Manitoba - Le compte des détenus condamnés comprent les suspensions de la liberté conditionnelle.

Colombie-Britannique - Les données des « autres - détentions temporaires » reflètent les emprisonnements avant comparution dans un établissement correctionnel, lesquels constituent une nouvelle catégorie à compter de 1999-2000.

Tableau 6 Nombre total des admissions dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon le statut du détenu, 2000-2001 à 2002-2003

				Admissions non pénale	es	
Secteur de compétence	Année	Admissions de personnes condamnés	Prévenus	Autres – détentions temporaires	Total	Total
				nombre		
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup>	2000-2001	944	388	0	388	1 332
	2001-2002	1,080 <sup>r</sup>	415 <sup>r</sup>	83 <sup>r</sup>	498 <sup>r</sup>	1 578 <sup>1</sup>
	2002-2003	1,031	426	104	530	1 561
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	586	176	0	176	762
	2001-2002	650	178	0	178	828
	2002-2003	594	265	0	265	859
Nouvelle-Écosse	2000-2001	1 624	1 758	406	2 164	3 788
	2001-2002	1 507	1 881	467	2 348	3 855
	2002-2003	1 376	1 156	505	1 661	3 037
Nouveau-Brunswick <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 555 1 458	1 337 1 279	 574 697	 1 911 1 976	2 884 3 466 3 434
Québec	2000-2001	14 951	26 063	2 897	28 960	43 911
	2001-2002	14 372	27 341	2 984	30 325	44 697
	2002-2003	13 423	26 588	3 069	29 657	43 080
Ontario	2000-2001	30 999	52 179	3 239	55 418	86 417
	2001-2002	31 980	56 370	8 257	64 627	96 607
	2002-2003	33 050	58 470	11 631	70 101	103 151
Manitoba	2000-2001	2 901	6 955	4 924	11 879	14 780
	2001-2002	3 025	7 625	5 554	13 179	16 204
	2002-2003	3 316	8 615	6 083	14 698	18 014
Saskatchewan	2000-2001	3 219	9 548	222	9 770	12 989
	2001-2002	3 410	10 278	157	10 435	13 845
	2002-2003	3 576	11 268	174	11 442	15 018
Alberta	2000-2001	14 859	8 179	0	8 179	23 038
	2001-2002	15 164	8 875	0	8 875	24 039
	2002-2003	16 190	9 655	0	9 655	25 845
Colombie-Britannique <sup>3</sup>	2000-2001	9 520	12 185	13 199	25 384	34 904
	2001-2002	9 263	10 687	13 362	24 049	33 312
	2002-2003	8 740	11 507	13 030	24 537	33 277
Yukon	2000-2001	294	302	13	315	609
	2001-2002	280	323	24	347	627
	2002-2003	206	327	13	340	546
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001	802	628	1	629	1 431
	2001-2002	562	237	13	250	812
	2002-2003	685	268	2	270	955
Nunavut	2000-2001	229	205	0	205	434
	2001-2002	217	254 <sup>r</sup>	0	254 <sup>r</sup>	471
	2002-2003	240	197	0	197	437
Total	2000-2001	80 928	118 566	24 901	143 467	227 279
	2001-2002	83 065 <sup>r</sup>	125 801 <sup>r</sup>	31 475 <sup>r</sup>	157 276	240 341
	2002-2003	83 885	130 021	35 308	165 329	249 214

Note: La façon de compiler les admissions en détention peut être différente d'une province à l'autre. Il est donc risqué de faire des comparaisons entre les secteurs de compétence.

Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Nouveau-Brunswick - En 2000-2001, les données sur les admissions de « personnes condamnées », de « personnes prévenues » ou « d'autres détentions temporaires » ne sont pas disponibles. - Les données de 2001-2002 et 2002-2003 proviennent d'un nouveau système informatique, il faut donc faire preuve de prudence en comparant ces données aux

données des années antérieures.

3. Colombie-Britannique - Les données d'« autres - détentions temporaires » constituent une nouvelle catégorie à compter de 1999-2000 et, reflètent les emprisonnements avant comparution dans un établissement correctionnel.

Tableau 7 Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon l'infraction la plus grave, 2000-2001 à 2002-2003

					Co	de criminel		
Secteur de compétence	Année	Unité de dénom- brement	Admissions de personnes condamnées	Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies	Autres	Total
			nombre		р	ourcentage		
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001	IPG	944	29	26	18 <sup>r</sup>	16	89
	2001-2002	IPG	1,080 <sup>r</sup>	26 <sup>r</sup>	23 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	25 <sup>r</sup>	90 <sup>r</sup>
	2002-2003	IPG	1,031	24	27	13	25	89
Île-du-Prince-Édouard <sup>3</sup>	2000-2001	IPG	586	10	32	3	11	56
	2001-2002	IPG	650	18	13	55	13	99
	2002-2003	IPG	594	19	13	52	13	96
Nouvelle-Écosse	2000-2001	IPG	1 624	19	21	11	35	86
	2001-2002	IPG	1 507	17	21	11	38	87
	2002-2003	IPG	1 376	7	27	12	42	88
Nouveau-Brunswick <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	IPG IPG IPG	 1 555 1 458	 	 			
Québec	2000-2001	IPG	14 951	5	10	13	9	36
	2001-2002	IPG	14 372	4	10	12	9	36
	2002-2003	IPG	13 423	5	11	13	11	41
Ontario	2000-2001	IPG	30 999	27	28	8	27	89
	2001-2002	IPG	31 980	32	25	7	26	89
	2002-2003	IPG	33 050	32	25	6	29	91
Manitoba	2000-2001	IPG	2 901	50 <sup>r</sup>	22 <sup>r</sup>	8 <sup>r</sup>	11	91 <sup>r</sup>
	2001-2002	IPG	3 025	57	17	6	13	93
	2002-2003	IPG	3 316	55	17	7	14	93
Saskatchewan	2000-2001	IPG	3 219	31	19	14	29	93
	2001-2002	IPG	3 410	30	19	12	31	93
	2002-2003	IPG	3 576	31	19	13	30	93
Alberta	2000-2001	AM	44 260	9	22	5	32	68
	2001-2002	AM	45 439	8	22	4	36	71
	2002-2003	AM	48 661	8	22	3	37	70
Colombie-Britannique	2000-2001	DPS	9 520	16	27	3	29	75
	2001-2002	DPS	9 263	15	29	3	30	77
	2002-2003	DPS	8 740	13	29	3	35	80
Yukon <sup>5</sup>	2000-2001	AM	2 021	20	18	7	51	95 <sup>r</sup>
	2001-2002	AM	1 911	23	20	5	48	96
	2002-2003	IPG	206	27	24	7	37	95
Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 IPG AM	802 562 1 262	 49 31	 23 16	 14 8	 14 37	100 92
Nunavut <sup>7</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 AM IPG	 847 240	 40 73	 34 11	 5 1	 13 12	93 97
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 	 	 	 		

Tableau 7

Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon l'infraction la plus grave, 2000-2001 à 2002-2003 – fin

			Lois	s fédérales			rovinciales nts municipau	ıx	Admissions
Secteur de compétence	Année	Unité de dénom- brement	Infractions concernant les drogues	Autres	Total	Infractions concernant les boissons alcooliques	Autres	Total	pour défaut de paiement d'une amende <sup>1</sup>
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	IPG IPG IPG	4 0 r 0	6 9 r 9	10 9 r 9	pourcentage 0 <sup>r</sup> 	1 r 	1 1 r 2	1 0' 0
Île-du-Prince-Édouard <sup>3</sup>	2000-2001	IPG	9	18	27	4	12	17	3
	2001-2002	IPG	1	0	1	0	0	0	0
	2002-2003	IPG	2	0	2	2	0	2	0
Nouvelle-Écosse	2000-2001	IPG	6	2	8	2	3	6	14
	2001-2002	IPG	6	2	8	2	3	5	11
	2002-2003	IPG	6	3	9	0	3	3	8
Nouveau-Brunswick <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	IPG IPG IPG	 			 			 59¹ 63
Québec	2000-2001	IPG	5	0	5	1	58	59	57
	2001-2002	IPG	5	0	5	1	58	59	52
	2002-2003	IPG	6	0	6	0	53	53	53
Ontario	2000-2001	IPG	7	1	8	0	3	3	0
	2001-2002	IPG	7	1	8	0	3	3	0
	2002-2003	IPG	8	1	8	0	1	1	0
Manitoba	2000-2001 2001-2002 2002-2003	IPG IPG IPG	2 2 1	6 <sup>r</sup> 4 4	8 <sup>r</sup> 5 6	0 0 0	1 2 1	1 2 1	!
Saskatchewan	2000-2001	IPG	0	3	3	2	2	4	6
	2001-2002	IPG	0	3	3	2	3	5	5
	2002-2003	IPG	0	3	3	2	3	4	4
Alberta	2000-2001	AM	4	1	5			27	31
	2001-2002	AM	3	1	4			25	28
	2002-2003	AM	3	1	4	20	6	26	29
Colombie-Britannique	2000-2001	DPS	9	9	18	0	7	7	1
	2001-2002	DPS	7	8	15 <sup>r</sup>	0	8	8	0
	2002-2003	DPS	6	7	13	0	7	7	0
Yukon <sup>5</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	AM AM IPG	2 2 4	1 1 0	3 3 4	0 0 0	2 1 1	2 1 1	4 6 '
Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup>	2000-2001								
	2001-2002	IPG	0	0	0	0	0	0	17
	2002-2003	AM	3	0	3	2	3	5	14
Nunavut <sup>7</sup>	2000-2001								
	2001-2002	AM	6	0	6	1	0	1	4'
	2002-2003	IPG	3	0	3	1	0	1	2
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003		 			 			18 <sup>1</sup> 16 16

Notes: AM - Accusations multiples.

DPS - Décision la plus sévère.

IPG - Infraction la plus grave.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le calcul du pourcentage de distribution est basé sur le nombre total des admissions des personnes condamnées moins celles dont l'infraction la plus grave n'a pas été indiquée.

<sup>1.</sup> Le pourcentage des « admissions pour défaut de paiement d'une amende » est calculé à partir du nombre total de personnes admises au tableau 6 (c'est-à-dire au moins une des accusations pour laquelle le contrevenant a été admis était pour défaut de paiement d'une amende).

<sup>2.</sup> Terre-Neuvo-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.

Île-du-Prince-Édouard - La façon de compiler les données a changé, il faut donc faire preuve de prudence en comparant les données de 2001-2002 et 2002-2003 aux données des années antérieures.

Nouveau-Brunswick - En 2000-2001, les données ne sont pas disponibles à cause du réaménagement des systèmes informatiques. La distribution des pourcentages n'est pas disponible en 2001-2002 et 2002-2003.

<sup>5.</sup> Yukon - En 2002-2003, l'unité de dénombrement changea de catégorie soit « d'accusations multiples » à « infraction la plus grave ».

<sup>6.</sup> Territoires du Nord-Ouest - En 2002-2003, l'unité de dénombrement changea de catégorie soit de « l'infraction la plus grave » aux « accusations multiples».

<sup>7.</sup> Nunavut - En 2000-2001, ce secteur de compétence ne possédait pas un système de données sur les détenus qui permettait de calculer convenablement le nombre d'admissions. - En 2002-2003, l'unité de dénombrement changea de catégorie soit « d'accusations multiples » à « infraction la plus grave ».

Tableau 8

Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon la durée totale de la peine, 2000-2001 à 2002-2003

					Durée totale de la peine					
Secteur de compétence	Année	Admissions de personnes condamnées	De 1 à 7 jours	De 8 à 14 jours	De 15 à 29 jours	De 30 à 31 jours (1 mois)	De 32 à 89 jours	De 90 à 92 jours (3 mois)	De 93 à 179 jours	
		nombre				pourcentage				
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>3</sup>	2000-2001	944	6	16	10	11	16	12	9	
	2001-2002	1 080 <sup>r</sup>	6 r	11 <sup>r</sup>	13 <sup>r</sup>	2 <sup>r</sup>	31 <sup>r</sup>	1 <sup>r</sup>	23 <sup>r</sup>	
	2002-2003	1 031	9	11	15	2	27	1	20	
Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup>	2000-2001	586	28	26 <sup>r</sup>	22	0	13	0	9	
	2001-2002	650	35	6	15	10	19	4	6	
	2002-2003	594	42	8	14	8	17	5	4	
Nouvelle-Écosse	2000-2001	1 624	7	10	9	11	16	8	10	
	2001-2002	1 507	6	9	9	12	17	8	9	
	2002-2003	1 376	5	8	7	11	16	9	10	
Nouveau-Brunswick <sup>5</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 555 1 458	 	 	 	 	 	 		
Québec	2000-2001	14 951	15	19	18	4	21	7	7	
	2001-2002	14 372	14	18	20	5	20	7	7	
	2002-2003	13 423	17	18	18	5	19	7	6	
Ontario	2000-2001	30 999	16	8	11	13	18	10	8	
	2001-2002	31 980	17	8	11	13	18	10	8	
	2002-2003	33 050	21	7	10	13	17	8	8	
Manitoba	2000-2001	2 901	4	7	5	12	16	13	11	
	2001-2002	3 025	4	7	4	13	17	11	12	
	2002-2003	3 316	4	6	5	14	20	11	10	
Saskatchewan	2000-2001	3 219	5	6	12	7	13	8	11	
	2001-2002	3 410	4	5	11	8	14	8	11	
	2002-2003	3 576	3	4	13	8	14	10	12	
Alberta	2000-2001	14 859	28	9	5	14	14	9	5	
	2001-2002	15 164	31	8	5	14	15	9	5	
	2002-2003	16 190	36	7	5	13	15	6	5	
Colombie-Britannique	2000-2001	9 520	15	10	6	12	15 <sup>r</sup>	9	10	
	2001-2002	9 263	17	10	6	12	15	8	10	
	2002-2003	8 740	16	11	6	12	16	8	10	
Yukon	2000-2001	294	15	14	11	13	18	9	7	
	2001-2002	280	13	10	13	13	24	8	11	
	2002-2003	206	10	13	10	13	26	13	9	
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001	802								
	2001-2002	562	4	9	4	8	13	10	13	
	2002-2003	685	2	7	5	8	13	10	16	
Nunavut <sup>6</sup>	2000-2001	229								
	2001-2002	217						.:		
	2002-2003	240	4	2	3	7	17	11	19	
Total	2000-2001	80 928	17	10	10	11	17	9	8	
	2001-2002	83 065 <sup>r</sup>	18	9	10	12	17	9	8	
	2002-2003	83 885	21	9	10	12	17	9	8	

Tableau 8 Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon la durée totale de la peine, 2000-2001 à 2002-2003 - fin

			Dι	urée totale de la pein	е			
Secteur de compétence	Année	De 180 à 184 jours (6 mois)	De 185 à 364 jours	De 365 à 366 jours (1 an)	De 367 à 730 jours	2 ans et plus	Médiane <sup>1</sup> (en jours)	Peines discon- tinues <sup>2</sup>
				pourcentage			nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>3</sup>	2000-2001	5	7	2	3	2		16 <sup>r</sup>
	2001-2002	2 <sup>r</sup>	9 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	2 r	0 <sup>r</sup>	61 <sup>r</sup>	13 <sup>r</sup>
	2002-2003	2	9	0	2	0	60	11
Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	0 1 0	2 <sup>r</sup> 2 1	0 0 0	0 1 1	0 1 1	 	33 32 39
Nouvelle-Écosse	2000-2001	5	7	2	4	13	60	20
	2001-2002	4	6	2	5	14	70	17
	2002-2003	5	6	2	3	17	60	19
Nouveau-Brunswick <sup>5</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 	 	 	 	 	 16 19
Québec	2000-2001	2	3	1	2	0	28	8 r
	2001-2002	2	3	1	2	1	27	8
	2002-2003	2	3	1	2	1	26	9
Ontario	2000-2001	3	5	1	3	3	40	19
	2001-2002	3	5	1	3	4	30	18
	2002-2003	3	4	1	2	4	30	18
Manitoba	2000-2001	6	8	3	7	6	90	9 r
	2001-2002	7	8	3	6	8	90	9
	2002-2003	6	8	3	5	7	61	9
Saskatchewan	2000-2001	7	11	4	11	6	119	6
	2001-2002	7	11	4	9	7	92	4
	2002-2003	7	11	3	8	9	91	5
Alberta	2000-2001	3	3	1	2	7	30	11
	2001-2002	2	3	1	2	5	30	11
	2002-2003	2	3	1	1	5	21	9
Colombie-Britannique	2000-2001	6	9	0	5 r	3	60	2 <sup>r</sup>
	2001-2002	5	6	3	4	4	45	4
	2002-2003	5	6	2	3	5	45	5
Yukon	2000-2001	3	4	1	2	4	30	14
	2001-2002	1	4	1	3	1	37	8
	2002-2003	1	4	1	0	0	45	9
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001							
	2001-2002	7	14	4	8	5	120	3
	2002-2003	7	13	3	9	7	122	2
Nunavut <sup>6</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	  9	  12	  3	  6	  8		  10
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	4 3	5 5	1 2	4 3	4		13 <sup>r</sup> 12 <sup>r</sup>

Note: Le calcul du pourcentage de distribution est basé sur le nombre total des admissions des personnes condamnées moins celles dont la durée totale de la peine n'a pas été indiquée. 1. Le calcul de la durée médiane de la peine exclut les peines de deux ans et plus. Il est impossible de calculer la durée médiane de la peine globale étant donné qu'on ne recueille que des données agrégées. La durée médiane de la peine présentée pour chaque secteur de compétence est déclarée par les provinces et les territoires selon leurs micro-données respectives.

<sup>2.</sup> Les pourcentages des « peines discontinues » sont calculés à partir des admissions de personnes condamnées dans le tableau 6. De plus, ils sont exclus des pourcentages indiqués sous la rubrique « durée totale de la peine ».
3. Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de

microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.

<sup>4.</sup> Île-du-Prince-Édouard - La façon de compiler les données a changé, il faut donc faire preuve de prudence en comparant les données de 2001-2002 et 2002-2003 aux données des années antérieures.

<sup>5.</sup> Nouveau-Brunswick - À cause du réaménagement des systèmes informatiques, les données de 2000-2001 ne sont pas disponibles ainsi que la distribution des pourcentages entre 2000-2001 et 2002-2003.

<sup>6.</sup> Nunavut - En 2000-2001 et 2001-2002, ce secteur de compétence ne possédait pas de système informatique de données sur les détenus qui aurait permis de calculer convenablement le nombre d'admissions.

Âge des détenus à l'admission dans un établissement provincial ou territorial, selon le statut à l'admission, 2002-2003

Secteur de						Âge à l'a	dmission <sup>1</sup>				
compétence	Statut	Total	De 18 à 19	De 20 à 24	De 25 à 29	De 30 à 34	De 35 à 39	De 40 à 44	De 45 à 49	50 ans et plus	Âge médian <sup>2</sup>
		nombre				pourc	entage				nombre
Terre-Neuve-et-	Condamné	1 031	11	21	13	13	12	9	10	11	31
Labrador <sup>3</sup>	Prévenu	426	12	24	15	14	14	8	7	7	29
Île-du-Prince-	Condamné	594	1	23	16	14	12	12	7	15	
Édouard <sup>4</sup>	Prévenu	265	2	24	16	15	13	14	8	8	
Nouvelle-Écosse	Condamné	1 376	7	22	15	14	13	12	8	8	31
	Prévenu	1 156	11	21	14	15	14	10	8	7	31
Nouveau- Brunswick	Condamné Prévenu	1 458 1 279		 			 		 		
Québec	Condamné Prévenu	13 423 26 588	2 5	16 19	15 15	15 15	17 16	15 13	9	12 8	35 33
Ontario	Condamné	33 050	8	20	14	15	16	13	7	7	33
	Prévenu	58 470	11	20	14	14	15	12	7	7	32
Manitoba	Condamné	3 316	7	25	18	16	14	11	5	5	30
	Prévenu	8 615	8	26	18	15	14	10	5	4	30
Saskatchewan	Condamné	3 576	10	25	16	15	14	11	5	5	29
	Prévenu	11 268	14	26	16	15	13	9	3	4	27
Alberta	Condamné	16 190	8	21	16	16	16	11	6	5	31
	Prévenu	9 655	11	24	16	16	13	10	5	4	29
Colombie-	Condamné	8 740	6	21	18	18	15	12	6	5	31
Britannique	Prévenu	11 507	7	21	17	18	16	11	5	4	32
Yukon	Condamné	206	4	26	16	17	15	10	6	6	31
	Prévenu	327	8	27	14	19	12	9	6	4	30
Territoires du	Condamné	685	0	20	19	18	18	13	6	6	32
Nord-Ouest	Prévenu	268	0	22	15	18	19	14	7	5	32
Nunavut	Condamné Prévenu	240 197	2 2	25 24	20 17	25 28	18 21	6 5	3 1	2	
Total	Condamné Prévenu	83 885 130 021	7 9	20 21	15 15	16 15	16 15	13 12	7 6	7 6	

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le calcul du pourcentage de distribution est basé sur le nombre total des admissions des personnes condamnées moins celles dont l'âge à l'admission de la peine n'a pas été

<sup>1.</sup> Les contrevenants âgés de moins de 18 ans au moment de l'admission sont exclus.
2. Il est impossible de calculer l'âge médian global au moment de l'admission dans un établissement étant donné que seules des données agrégées sont recueillies. L'âge médian présenté pour chaque secteur de compétence est déclaré par les provinces et les territoires selon leurs micro-données respectives.
3. Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de

microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.

<sup>4.</sup> Île-du-Prince-Édouard - La façon de compiler les données a changé, il faut donc faire preuve de prudence en comparant les données de 2001-2002 et 2002-2003 aux données des années antérieures.

Tableau 10 Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux et territoriaux, selon certaines perspectives et caractéristiques du détenu, 2000-2001 à 2002-2003

Secteur de compétence		Admissions	Cert	aines caractéristiques du déten	u
Secteur de competence	Année	de personnes condamnées	Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian <sup>1</sup>
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001	944	8	7	
	2001-2002	1 080 <sup>r</sup>	5	<sup>r</sup>	32 <sup>1</sup>
	2002-2003	1 031	5		31
Île-du-Prince-Édouard <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	586 650 594	10 7 9	1 3 3	
Nouvelle-Écosse	2000-2001	1 624	6	7	30
	2001-2002	1 507	6	7	30
	2002-2003	1 376	6	6	31
Nouveau-Brunswick <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 1 555 1 458	 6 7	 8 <sup>r</sup> 7	
Québec	2000-2001	14 951	10	2	35
	2001-2002	14 372	10	2	35
	2002-2003	13 423	10	2	35
Ontario	2000-2001	30 999	9	9	32
	2001-2002	31 980	9	9	33
	2002-2003	33 050	9	9	33
Manitoba	2000-2001	2 901	6	64	29
	2001-2002	3 025	8	69	28
	2002-2003	3 316	7	68	30
Saskatchewan	2000-2001	3 219	9	77 <sup>r</sup>	29
	2001-2002	3 410	9	78 <sup>r</sup>	30
	2002-2003	3 576	10	78	29
Alberta	2000-2001	14 859	11	39	31
	2001-2002	15 164	12	38	31
	2002-2003	16 190	12	39	31
Colombie-Britannique	2000-2001	9 520	7	20	31
	2001-2002	9 263	8	21	31
	2002-2003	8 740	8	20	31
Yukon	2000-2001	294	9	72	31
	2001-2002	280	6	76	32
	2002-2003	206	8	76	31
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001	802	5		
	2001-2002	562	7	90	30
	2002-2003	685	7	83	32
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	229 217 240	0 0 0	98 98 98	
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	80 928 83 065 <sup>r</sup> 83 885	9 9 10	19 20 21	

Il est impossible de calculer l'âge médian global au moment de l'admission dans un établissement étant donné que seules des données agrégées sont recueillies.
 Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Île-du-Prince-Édouard - La façon de compiler les données a changé, il faut donc faire preuve de prudence en comparant les données de 2001-2002 et 2002-2003 aux données des contractions.

années antérieures.

<sup>4.</sup> Nouveau-Brunswick - Seuls les délinquants qui ont été admis et libérés pendant l'année civile sont représentés parmi les données ayant trait aux caractéristiques des détenus. - En 2000-2001, les données ne sont pas disponibles à cause du réaménagement des systèmes informatiques.

Tableau 11 Libérations de personnes condamnées ou prévenues des établissements provinciaux et territoriaux, selon la durée du séjour<sup>1</sup>, 2002-2003

Secteur de		Nombre				Durée o	du séjour				
compétence	Statut	total de libérations	De 1 à 7 jours	De 8 à 14 jours	De 15 à 31 jours	De 32 à 92 jours	De 93 à 184 jours	De 185 à 366 jours	De 367 à 729 jours	2 ans et plus	Médiane (en jours)
		nombre				pourc	centage				nombre
Terre-Neuve-et- Labrador <sup>2</sup>	Condamné Prévenu	1 073 449	8 14	11 11	16 23	29 35	22 12	11 2	2 2	0	61 34
Île-du-Prince- Édouard <sup>3</sup>	Condamné Prévenu	710 143	43 74	20 11	18 10	5 2	1 0	0	0	0	
Nouvelle-Écosse	Condamné Prévenu	1 192 1 131	19 82	12 5	23 5	28 6	16 1	3 0	0	0	29 2
Nouveau- Brunswick <sup>4</sup>	Condamné Prévenu										
Québec	Condamné Prévenu	20 475 19 188	25 72	14 9	18 7	21 7	12 3	10 2	0	0	23 3
Ontario	Condamné Prévenu	31 773 58 331	19 49	8 14	23 14	26 15	12 5	6 2	3 1	4	30 8
Manitoba	Condamné Prévenu	3 495 8 684	16 53	8 12	20 11	30 15	16 6	7 2	2 0	0	40 7
Saskatchewan	Condamné Prévenu	3 599 11 297	9 38	10 11	18 12	26 22	20 11	13 5	5 2	0	59 5
Alberta	Condamné Prévenu	16 374 9 613	34 61	9 14	18 15	21 9	11 1	5 0	1 0	0	20 5
Colombie- Britannique	Condamné Prévenu	8 960 11 970	25 52	13 15	18 15	26 14	12 2	6 1	2 0	0	26 7
Yukon	Condamné Prévenu	215 330	16 52	13 12	27 13	32 17	7 5	3 1	2	0	29 7
Territoires du Nord-Ouest	Condamné Prévenu	642 304	10 29	9 16	15 18	36 28	20 6	9 2	0	0 1	58 22
Nunavut	Condamné Prévenu	230 214	4 23	2 17	10 26	33 22	25 7	17 5	8 0	1	
Total	Condamné Prévenu	88 738 121 654	23 53	10 13	20 13	24 14	12 5	7 2	2 1	1 0	

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1. Les calculs de la « durée du séjour » excluent les libérations pour lesquelles la durée de la peine est inconnue.

2. Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.

<sup>3.</sup> Île-du-Prince-Édouard - La façon de compiler les données a changé, il faut donc faire preuve de prudence en comparant les données de 2001-2002 et 2002-2003 aux données des

<sup>4.</sup> Nouveau-Brunswick - En 2001-2002, les données ne sont pas disponibles à cause du réaménagement des systèmes informatiques.

Tableau 12 Détenus en liberté illégale des établissements provinciaux et territoriaux, 2000-2001 à 2002-2003

				Genre d'éva	ision		
Secteur de compétence	Année	Infraction aux mesures de sécurité	Aucune infraction aux mesures de sécurité	Permission de sortir avec surveillance	Permission de sortir sans surveillance	Autres	Total
				nombre			
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup>	2000-2001	2	0	2	2	7	13
	2001-2002	0	0	r	r	10 <sup>r</sup>	10
	2002-2003	0	0			12	12
Île-du-Prince-Édouard <sup>2</sup>	2000-2001	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	0	0	0	0	4	4
	2002-2003	0	0	0	0	11	11
Nouvelle-Écosse <sup>3</sup>	2000-2001	3	0	1	0	61	65
140440110 200000	2001-2002	9	ő	Ó	Ő	0	9
	2002-2003	0	0	0	2	75	77
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001	1	1	0	2	2	6
Nouveau-Brunswick	2001-2002	0	1	2	1	2	6
	2002-2003	3	2	0	5	3	13
Québec	2000 2001	2	0	10	0	9	21
Quenec	2000-2001 2001-2002	2 5	0	2	0	8	15
	2002-2003	16	0	2	0	1	19
Ontario <sup>2</sup>	2000-2001	0	5	0	6	599	610
Ontario-	2001-2002	4	5	2	4	629	644
	2002-2003	6	9	3	13	628	659
Manitoba <sup>4</sup>	2000-2001	0	1	1	2	85	89
Walltoba	2001-2002	5	5	2	13	56	81
	2002-2003	5	10	0	21	93	129
Saskatchewan	2000-2001	18	60	7	61	53	199
ouskatoriowan	2001-2002	6	49	2	49	33	139
	2002-2003	13	29	2	48	46	138
Alberta	2000-2001						
711001144	2001-2002						
	2002-2003						
Colombie-Britannique <sup>2</sup>	2000-2001	7	73	5	7	0	92
ooioiiisio 2iitaiiiiqao	2001-2002	4	30	Ō	0	13	47
	2002-2003	0	6	2	1	7	16
Yukon <sup>5</sup>	2000-2001	0	0	0	0	9	9
	2001-2002	i	0	0	0	6	7
	2002-2003	4	1	0	1	7	13
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001						
	2001-2002	0	 5	 1	2	ï	9
	2002-2003	3	1	0	2	3	9
Nunavut	2000-2001	5	0	0	0	1	6
	2001-2002	2	1	0	4	0	7
	2002-2003	0	4	0	0	0	4
Total	2000-2001	38	140	26	80	826	1 110
	2001-2002	36	96	11	73 <sup>r</sup>	762 <sup>r</sup>	978
	2002-2003	50	62	9	93	886	1 100

<sup>1.</sup> Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.

2. Île-du-Prince-Édouard, Ontario et Colombie-Britannique - La catégorie « autres » inclut les évasions de personnes ayant échappé à la surveillance d'un agent de la paix, de la police, du tribunal ou du huissier, les détenus qui ne se sont pas présentés pour purger une peine discontinue, et, les détenus illégalement en liberté purgeant une peine discontinue.

3. Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick - La catégorie « autres » est constituée de personnes purgeant une peine d'incarcération discontinue qui ont fait défaut de se présenter et sont considérées comme étant absentes sans permission.

4. Maritha - Les contravanantes qui ne se cont pas présentés pour purger une poine discontinue ne cont pas contravanantes qui ne se cont pas présentés pour purger une poine discontinue ne cont pas contravanantes qui pas e cont pas présentés pour purger une poine discontinue ne cont pas contravanantes qui pas e cont pas présentés pour purger une poine discontinue par la catégorie « autres » Ils représentent le pombre suivant

Manitoba - Les contrevenants qui ne se sont pas présentés pour purger une peine discontinue ne sont pas compris dans la catégorie « autres ». Ils représentent le nombre suivant pour les trois années figurantes : 2002-2003 - 93, 2001-2002 - 62 et 2000-2001 - 80.

Yukon - La catégorie « autres » représente les délinquants qui ne se sont pas présentés pour purger une peine discontinue.

<sup>5.</sup> 

Tableau 13 Compte moyen de contrevenants, surveillance communautaire, 2000-2001 à 2002-2003

					Compte moyen	de contrevenants	1		
Secteur de compétence	Année	Probation	Libération condi- tionnelle provinciale	Programme de solution de rechange à l'amende	Ordonnances de service commu- nautaire <sup>2</sup>	Ordonnances d'indem- nisation <sup>2</sup>	Surveillance des condi- tions de la libération sous caution	Peines d'emprison- nement avec sursis	Autres <sup>3</sup>
Terre-Neuve-et- Labrador	2000-2001 2001-2002 2002-2003	2 338 2 238 2 235		 	369 	 	0 0 0	124 94 110	13 14 8
Île-du-Prince- Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	661 705 546		31 27 24				19 16 10	32 25 40
Nouvelle-Écosse <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	4 365 3 993 3 942		150 109	891 826 783	 	 	 390 386	412 460
Nouveau- Brunswick <sup>5,6</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 		 	 	 		 	
Québec	2000-2001 2001-2002 2002-2003	7 813 8 389 8 552	903 846 581	 	2 304 2 386 2 344	 	6 <sup>r</sup> 7 <sup>r</sup> 8	2 884 3 201 3 536	0 0 0
Ontario	2000-2001 2001-2002 2002-2003	52 181 53 372 56 030	322 276 210	0 0 0	5 242 5 452 4 758	0 0 0	0 0 0	2 785 3 010 3 246	0 0 0
Manitoba	2000-2001 2001-2002 2002-2003	6 440 6 920 6 577		606 569 550	777 734 653		 	440 780 899	81 57 67
Saskatchewan	2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 803 3 974 4 144			654 705 685	1 025 979 939	315 337 441	1 006 1 094 1 197	126 127 131
Alberta <sup>5, 7</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	8 696 8 816 8 468		1 096 879 834	187 409 286	0 0 0	0 0 0	971 1 259 1 440	1 558 1 868 2 020
Colombie- Britannique <sup>8</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	13 854 13 057 11 819	249 265 223		1 457 		5 782 5 225 4 016	1 612 2 022 2 021	870 1 084 942
Yukon	2000-2001 2001-2002 2002-2003	375 351 337		2 2 10	 		73 56 96	45 51 37	24 23 39
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	  423	 		 	 	 	  6	  11
Nunavut <sup>9</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	100 	 r 		 12 			 24 	 3 
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	100 526 101 915 103 073	1 474 1 387 <sup>r</sup> 1 014	1 736 1 627 1 527	11 881 10 524 9 509	1 025 979 939	6 176 <sup>r</sup> 5 625 <sup>r</sup> 4 561	9 885 11 941 12 887	2 704 3 613 3 718

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1.</sup> Sauf sous indication contraire, le compte moyen de contrevenants est déclaré selon le compte mensuel moyen.

Dans certains secteurs de compétence, les « ordonnances de service communautaire » (OSC) et les « ordonnances d'indemnisation » (OI) sont des conditions d'une ordonnance de probation; les totaux selon le secteur de compétence ne sont donc pas présentés.

La catégorie « autres » inclut les « détenus libérés temporairement de la garde » et « ceux précisés comme étant autre que du programme de solution de rechange à l'amende ». Nouvelle-Écosse - A partir du 1<sup>er</sup> juin 2000, des changements majeurs ont été fait au Programme de solutions de rechange à l'amende dont l'élimination des infractions provinciales des véhicules moteurs et les infractions aux règlements de la circulation du Code Criminel de ce programme, ce qui explique l'énorme baisse par rapport aux années antérieures. Nouveau-Brunswick et Alberta - La catégorie « autres » comprend les détenus libérés temporairement de la garde, la mise en liberté sous caution, la semi-liberté, les mises en

liberté provisoire, les mises en liberté sous condition relevant du fédéral, les permissions de sortir relevant des provinces et les libérations avant procès.

Nouveau-Brunswick - Les données de 2000-2001 à 2002-2003 ne sont pas disponibles à cause du réaménagement des systèmes informatiques.

Alberta - Les chiffres dans la catégorie « programme de solutions de rechange à l'amende » reflètent le nombre de participants au programme institutionnel et pré-institutionnel. Colombie-Britannique - Des organismes à contrat s'occupent de la surveillance des personnes assujetties à une « ordonnance de service communautaire ».

Nunavut - Des données exactes ne sont pas disponibles à cause du réaménagement ainsi qu'un système informatique inexistant.

Tableau 14 Nombre d'inscriptions à la surveillance communautaire, 2000-2001 à 2002-2003

		Nombre d'admissions ou libérations									
Secteur de compétence	Année	Probation	Libération condi- tionnelle provinciale	Programme de solution de rechange à l'amende	Ordonnances de service commu- nautaire <sup>1</sup>	Ordonnances d'indem- nisation <sup>1</sup>	Surveillance des condi- tions de la libération sous caution	Peines d'emprison- nement avec sursis	Autres		
					nc	ombre					
Terre-Neuve-et- Labrador <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 906 1 786 <sup>r</sup> 1 726		 	247 r 	 		319 321 <sup>r</sup> 308	64 <sup>r</sup>		
Île-du-Prince- Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	533 563 541		50 67 68				40 40 37	106 179 151		
Nouvelle-Écosse <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 653 3 547 3 728		1 746 270 196	730 646 651	 	 	623 614 626	812 758 981		
Nouveau- Brunswick <sup>4,5</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 733 1 830 1 764		434 682 519	177 316 356	r r 	r r	682 667 602	315 753 552		
Québec	2000-2001 2001-2002 2002-2003	7 704 8 277 8 280	1 698 1 323 1 247	 	4 311 4 296 4 426	 	29 <sup>r</sup> 22 <sup>r</sup> 20	4 259 4 670 4 941	0 0 0		
Ontario	2000-2001 2001-2002 2002-2003	34 920 38 236 39 778	550 486 357	0 0 0	7 609 9 051 7 991	0 0 0	0 0 0	4 211 4 416 4 920	0 0 0		
Manitoba <sup>6</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	6 811 5 219 3 501		1 203 1 197 1 046	976 998 946	 	·· ··	705 766 798	1 153 1 037 1 490		
Saskatchewan	2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 457 3 402 3 434		13 087 12 120 7 763	1 108 1 035 1 011	995 1 001 972	686 751 949	1 365 1 344 1 453	302 305 316		
Alberta <sup>4,7</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 360 9 438 8 821		6 506 5 795 5 761	381 920 557	0 0 0	0 0 0	1 558 1 731 1 590	3 783 4 377 4 471		
Colombie- Britannique <sup>8</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 509 11 067 10 429	497 492 420		3 936 		12 149 12 210 12 177	3 226 3 712 3 545	2 317 1 227 3 186		
Yukon	2000-2001 2001-2002 2002-2003	353 338 363		28 20 30			130 191 227	96 104 99	66 109 114		
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 				 	 	 			
Nunavut <sup>9</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 801 885	r r		 4 0	 		 198 285	 9 6		
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	81 939 84 504 <sup>r</sup> 83 250	2 745 2 301 <sup>r</sup> 2 024	23 054 20 151 15 383	19 475 17 266 <sup>r</sup> 15 938	995 1 001 972	12 994 <sup>r</sup> 13 174 <sup>r</sup> 13 373	17 084 18 583 <sup>r</sup> 19 204	8 918 8 754 <sup>r</sup> 11 267		

<sup>1.</sup> Dans certains secteurs de compétence, les « ordonnances de service communautaire » (OSC) et les « ordonnances d'indemnisation » (OI) sont des conditions d'une « ordonnance de probation ». Les totaux selon le secteur de compétence ne sont donc pas présentés.

Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Nouvelle-Écosse - À partir du 1<sup>er</sup> juin 2002, des changements majeurs ont été fait au Programme de solutions de rechange à l'amende dont l'élimination des infractions provinciales

des véhicules moteurs et les infractions aux règlements de la circulation du Code Criminel de ce programme, ce qui explique l'énorme baisse par rapport aux données des années antérieures.

Nouveau-Brunswick et Alberta - La catégorie « autres » comprend les détenus libérés temporairement de la garde, la mise en liberté sous caution, la semi-liberté, les mises en liberté provisoire, les mises en liberté sous condition relevant du fédéral, les permissions de sortir relevant des provinces et les libérations avant procès.
 Nouveau-Brunswick - En 2000-2001, le « programme de solution de rechange à l'amende » et les « ordonnances de service communautaire » sont des prévisions basées sur sept

mois de données.
6. Manitoba - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation, en 1999-2000, d'un nouveau système opératoire (COMS).
7. Alberta - Les chiffres dans la catégorie « programme de solutions de rechange à l'amende » reflètent le nombre de participants au programme institutionnel et pré-institutionnel.
8. Colombie-Britannique - Des organismes à contrat s'occupent de la surveillance des personnes assujetties à une « ordonnance de service communautaire ». Les données de la catégorie « autres » prennent en compte la surveillance électronique. Il faut également noter que le compte dans la catégorie des «ordonnances de service communautaire» repose sur le nombre de libérations.
9. Nunavut - Les données proviennent des services informatisés de la Cour.

Tableau 15 Durée de l'ordonnance de probation, 2000-2001 à 2002-2003

			Durée de l'ordonnance de probation							
Secteur de compétence	Année	Nombre total des admissions à la probation	Moins de 3 mois	3 mois	Plus de 3 mois et moins de 6 mois	6 mois	Plus de 6 mois et moins de 12 mois			
		nombre			pourcentage					
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001	1 906	12	0 r	4	12	14			
	2001-2002	1 786 <sup>r</sup>	1	0 r	1	6 <sup>r</sup>	3			
	2002-2003	1 726	1	0	0	6	3			
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	533								
	2001-2002	563								
	2002-2003	541	0	8	0	2	17			
Nouvelle-Écosse	2000-2001	3 653	2	2	1	10	6			
	2001-2002	3 547	2	2	1	9	6			
	2002-2003	3 728	2	1	1	10	7			
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 733 1 830 1 764	 	 	 	 				
Québec	2000-2001	7 704	0	0	0	4	1			
	2001-2002	8 277	0	0	0	4	1			
	2002-2003	8 280	0	0	0	4	1			
Ontario	2000-2001	34 920	1	1	1	6	3			
	2001-2002	38 236	1	1	1	4	6			
	2002-2003	39 778	1	1	0	4	6			
Manitoba <sup>4</sup>	2000-2001	6 811	2	1	3	3	17			
	2001-2002	5 219	5	0	0	2	4			
	2002-2003	3 501	0	0	0	3	2			
Saskatchewan	2000-2001	3 457	0	1	1	17	13			
	2001-2002	3 402	0	1	1	15	14			
	2002-2003	3 434	0	1	1	17	14			
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 360 9 438 8 821	 	 	 	 				
Colombie-Britannique	2000-2001	11 509	1	1	1	11	9			
	2001-2002	11 067	1	2	2	13	8			
	2002-2003	10 429	1	1	1	12	9			
Yukon	2000-2001	353	9	0	11	0	34			
	2001-2002	338	8	0	8	0	36			
	2002-2003	363	10	0	15	0	32			
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 	 	 	 	 			
Nunavut	2000-2001									
	2001-2002	801	3	5	3	14	12			
	2002-2003	885	1	3	1	18	4			
Total	2000-2001	81 939	1	1	1	7	6			
	2001-2002	84 504 <sup>r</sup>	1	1	1	6	6			
	2002-2003	83 250	1	1	1	6	6			

Tableau 15 Durée de l'ordonnance de probation, 2000-2001 à 2002-2003 - fin

		Durée de l'ordonnance de probation							
Secteur de compétence	Année	12 mois	Plus de 12 mois et moins de 18 mois	18 mois	Plus de 18 mois et moins de 24 mois	24 mois	Plus de 24 mois	Mediane <sup>1</sup> (en mois)	
				pour	centage			nombre	
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	27 39 <sup>r</sup> 40	12 2 r 2	0 6 <sup>r</sup> 7	3 2 r 2	11 23 <sup>r</sup> 22	5 17 <sup>r</sup> 15	12 12 12	
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	  0	  0	  0	  70	  0	  3		
Nouvelle-Écosse	2000-2001 2001-2002 2002-2003	41 41 42	7 8 8	12 12 12	2 3 2	12 11 10	5 6 5	12 12 12	
Nouveau-Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 	 	 	 	 		
Québec	2000-2001 2001-2002 2002-2003	32 32 33	3 3 1	6 7 10	0 0 0	38 39 37	15 14 13	24 24 18	
Ontario	2000-2001 2001-2002 2002-2003	45 44 47	4 4 4	15 10 5	2 7 12	14 11 0	8 10 20	12 12 12	
Manitoba <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 23 29	10 5 4	6 10 15	14 6 4	11 21 25	22 23 19	18 <sup>1</sup> 18 18	
Saskatchewan	2000-2001 2001-2002 2002-2003	37 37 39	4 5 3	5 5 0	10 12 15	9 6 7	3 3 3	12 12 12	
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003		 		 				
Colombie-Britannique	2000-2001 2001-2002 2002-2003	45 45 46	1 1 1	13 12 12	0 0 0	13 12 12	4 4 4	12 12 12	
Yukon	2000-2001 2001-2002 2002-2003	0 0 1	29 33 30	0 0 0	9 4 5	0 1 1	8 10 8	9 9 9	
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003		 		 	 	 	  12	
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 36 50	 3 3	 9 9	 0 0	 13 10	 1 2		
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	39 41 43	5 4 4	12 10 7	3 5 8	15 15 9	9 10 15		

Il est impossible de calculer la durée médiane globale des ordonnances de probation étant donné que seul les données agrégées sont recueillies.
 Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Nouveau-Brunswick - En 2000-2001 ainsi qu'en 2001-2002, les données ayant trait à la « durée de l'ordonnance de probation » ne sont pas disponibles à cause du réaménagement

des systèmes informatiques.
4. Manitoba - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation, en 1999-2000, d'un nouveau

système opératoire (COMS).

Tableau 16 Nombre d'admissions à la probation, selon l'infraction la plus grave, 2000-2001 à 2002-2003

				Code ci	riminel		Lois fédéi	Lois provinciales/	
Secteur de compétence		Nombre total d'admissions	Crimes de	Crimes contre	Conduite avec facultés		Infractions concernant		territoriales et règlements municipaux
	Année	à la probation	violence	les biens	affaiblies	Autres	les drogues	Autres	Total
		nombre				pourcentage			
Terre-Neuve-et- Labrador <sup>1</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 906 1 786 <sup>r</sup> 1 726	37 37 36	33 28 <sup>r</sup> 29	5 7 <sup>r</sup> 7	19 21 <sup>r</sup> 21	5 0 r 0	1 7 <sup>r</sup> 5	1 1 2
Île-du-Prince- Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	533 563 541	  36	  26	  18	  18	  1	  0	0
Nouvelle-Écosse	2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 653 3 547 3 728	34 35 35	24 23 23	6 7 7	29 28 29	6 7 6	1 1 1	0 0 0
Nouveau- Brunswick <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 733 1 830 1 764	 	 	 	 	 		
Québec	2000-2001 2001-2002 2002-2003	7 704 8 277 8 280	30 31 32	37 35 34	4 4 4	18 18 19	11 11 11	0 1 0	0 0 0
Ontario	2000-2001 2001-2002 2002-2003	34 920 38 236 39 778	45 53 54	31 <sup>r</sup> 23 23	6 5 5	12 <sup>r</sup> 12 16	6 6 2	0 0 0	1 1 0
Manitoba <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	6 811 5 219 3 501	 	 	 	 	 		
Saskatchewan	2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 457 3 402 3 434	49 <sup>r</sup> 50 <sup>r</sup> 52	25 <sup>r</sup> 24 <sup>r</sup> 26	7 7 8	14 <sup>r</sup> 13 <sup>r</sup> 14	0 0 0	5 6 r 0	0 0 0
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 360 9 438 8 821	 				 		
Colombie- Britannique	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 509 11 067 10 429	40 40 40	32 33 34	4 3 3	14 14 14	8 8 8	0 0 0	1 1 1
Yukon	2000-2001 2001-2002 2002-2003	353 338 363	32 33 50	21 15 14	7 5 7	33 41 23	4 3 5	0 0 0	4 3 1
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 			 			
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	801 885	 51 51	 22 12	 1 1	 20 30	 4 4	 0 0	 2 1
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	81 939 84 504 <sup>r</sup> 83 250	42 46 47	31 26 25	5 5 5	14 14 17	6 6 4	1 1 0	1 1 0

Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Nouveau-Brunswick - En 2000-2001, les données ayant trait aux infractions ne sont pas disponibles à cause du réaménagement des systèmes informatiques.
 Manitoba - Les données ayant trait aux infractions ne sont pas disponibles. - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002 et 2002-2003, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation, en 1999-2000, d'un nouveau système opératoire (COMS).

Tableau 17 Âge des contrevenants à l'admission à la probation, 2000-2001 à 2002-2003

Secteur de compétence			Âge à l'admission								
	Année	De 18 à 19	De 20 à 24	De 25 à 29	De 30 à 34	De 35 à 39	De 40 à 44	De 45 à 49	50 ans et plus	Âge médian <sup>1</sup>	Total
					pour	centage					nombre
Terre-Neuve-et- Labrador <sup>2</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 10 <sup>r</sup> 11	20 21 <sup>r</sup> 22	16 13 <sup>r</sup> 13	13 13 11	14 13 <sup>r</sup> 13	10 12 <sup>r</sup> 11	7 7 <sup>r</sup> 9	8 11 10	30 32 <sup>r</sup> 32	1 906 1 786 <sup>r</sup> 1 726
Île-du-Prince- Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	  10	  23	  16	  13	  13	  10	  5	  10		533 563 541
Nouvelle-Écosse	2000-2001 2001-2002 2002-2003	10 <sup>r</sup> 9 8	23 22 22	15 14 14	13 13 12	15 15 15	10 11 11	6 8 7	9 9 10	30 31 32	3,653 3,547 3 728
Nouveau- Brunswick <sup>3</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003		 	 			 	 	 		1 733 1 830 1 764
Québec	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 9 8	22 22 23	15 14 14	14 14 13	15 16 14	11 12 12	6 7 7	8 8 8	31 32 32	7 704 8 277 8 280
Ontario	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 10 9	20 21 21	14 13 14	14 14 13	16 15 14	12 12 12	7 7 7	8 8 9	33 32 32	34 920 38 236 39 778
Manitoba <sup>4</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	6 7 7	26 25 25	18 18 18	15 16 15	14 13 13	9 10 11	5 5 6	6 6 6	29 29 30	6 811 5 219 3 501
Saskatchewan	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 11 11	24 24 24	17 18 17	15 14 16	14 13 12	8 8 10	5 4 5	5 6 6	29 28 29	3 457 3 402 3 434
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	 	 			 	 	 	 	9 360 9 438 8 821
Colombie- Britannique	2000-2001 2001-2002 2002-2003	11 11 10	20 20 20	15 15 14	15 16 15	15 15 15	11 11 12	6 6 6	7 6 7	31 31 31	11 509 11 067 10 429
Yukon	2000-2001 2001-2002 2002-2003	12 8 6	21 26 28	14 15 13	15 19 13	12 12 14	11 7 13	7 4 6	6 8 6	30 30 31	353 338 363
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003		 					 	 	 	 
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 13 11	 24 28	 22 19	 17 20	 12 12	 5 6	 3 2	 3 2		 801 885
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 10 <sup>r</sup> 9	21 22 22	15 14 14	14 14 14	15 15 14	11 11 12	6 7 7	7 <sup>r</sup> 8 8	 	81 939 84 504 <sup>r</sup> 83 250

Il est impossible de calculer l'âge médian global au moment de l'admission dans un établissement étant donné que seul des données agrégées sont recueillies.
 Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Nouveau-Brunswick - À partir de 2000-2001, les données ayant trait à l'âge des contrevenants lors de l'admission à la probation ne sont pas disponibles à cause du

réaménagement des systèmes informatiques.

A Manitoba - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation, en 1999-2000, d'un nouveau système opératoire (COMS).

Tableau 18 Nombre d'admissions à la probation, selon certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant, 2000-2001 à 2002-2003

Secteur de compétence		Nombre total des	Certain	es caractéristiques du contreve	nant
	Année	admissions à la probation	Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian <sup>1</sup>
Terre-Neuve-et-Labrador <sup>2</sup>	2000-2001	1 906	15	8	30
	2001-2002	1 786 <sup>r</sup>	18 <sup>r</sup>	r	32 <sup>r</sup>
	2002-2003	1 726	18		32
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001 2001-2002 2002-2003	533 563 541	  13	 	
Nouvelle-Écosse	2000-2001	3 653	15	6	30
	2001-2002	3 547	15	5	31
	2002-2003	3 728	18	6	32
Nouveau-Brunswick	2000-2001 2001-2002 2002-2003	1 733 1 830 1 764	16 16 16	8 8 8	
Québec	2000-2001	7 704	13	8	31
	2001-2002	8 277	13	8	32
	2002-2003	8 280	12	7	32
Ontario	2000-2001	34 920	17	9	33
	2001-2002	38 236	17	6	32
	2002-2003	39 778	17	6	32
Manitoba <sup>3</sup>	2000-2001	6 811	15	46	29
	2001-2002	5 219	17	51	29
	2002-2003	3 501	18	46	30
Saskatchewan	2000-2001	3 457	20	65	29
	2001-2002	3 402	20	65	28
	2002-2003	3 434	19	65	29
Alberta	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 360 9 438 8 821	19 17 18	21 21 21	
Colombie-Britannique	2000-2001	11 509	16	18	31
	2001-2002	11 067	17	19	31
	2002-2003	10 429	17	20	31
Yukon	2000-2001	353	19	57	30
	2001-2002	338	14	65	30
	2002-2003	363	18	60	31
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 	  		
Nunavut	2000-2001 2001-2002 2002-2003	 801 885	 16 12	95 90	
Total	2000-2001 2001-2002 2002-2003	81 939 84 504 <sup>r</sup> 83 250	17' 16 17	16 <sup>r</sup> 16 14	

Note: Le calcul du pourcentage de distribution est basé sur le nombre total des admissions à la probation moins celles dont le sexe ainsi que le statut d'autochtone est inconnu.

Il est impossible de calculer l'âge médian global au moment de l'admission à la probation étant donné que seul des données agrégées sont recueillies.
 Terre-Neuve-et-Labrador - Depuis 2001-2002, les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI) et elles ont été totalisées à partir de microdonnées. Les comparaisons avec les années précédentes doivent donc être faites avec prudence.
 Manitoba - Alors que les admissions à la probation ont diminué en 2001-2002, certaines de ces diminutions sont attribuables à l'implantation, en 1999-2000, d'un nouveau système opératoire (COMS).

Tableau 19

Décès des contrevenants provinciaux et territoriaux, selon la cause du décès, 2000-2001 à 2002-2003

Secteur de compétence				Cause du décès			Statut du	détenu
Secreur de comperence	Année	Suicide	Meurtre	Causes naturelles	Autres <sup>1</sup>	Total	En détention	En liberté
					nombre			
Terre-Neuve-et-Labrador	2000-2001	0	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	r	r	r	0	0	0	0
	2002-2003				1	1	1	0
Île-du-Prince-Édouard	2000-2001	0	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	0	0	0	0	0	0	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse	2000-2001	1	0	0	0	1	1	0
	2001-2002	0	0	0	0	0	0	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick	2000-2001	1	0	0	0	1	1	0
	2001-2002	1	0	0	0	1	1	0
	2002-2003	1	0	0	0	1	1	0
Québec	2000-2001	20	0	5	2	27	27	0
	2001-2002	8	0	0	5	13	13	0
	2002-2003	11	2	3	1	17	17	0
Ontario	2000-2001	4	1	10	0	15	15	0
	2001-2002	3	0	10	0	13	13	0
	2002-2003	1	0	7	10	18	18	0
Manitoba	2000-2001	0	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	0	0	1	0	1	0	1
	2002-2003	0	0	0	1	1	0	1
Saskatchewan	2000-2001	1	0	0	0	1	1	0
	2001-2002	2	0	0	2	4	4	0
	2002-2003	1	0	3	0	4	4	0
Alberta	2000-2001	1	1	0	0	2	1	1
	2001-2002	2	0	0	2	4	4	0
	2002-2003	1	0	2	3	6	3	3
Colombie-Britannique	2000-2001	0	0	1	3	4	2	2
	2001-2002	0	0	4	1	5	5	0
	2002-2003	1	0	1	2	4	2	2
Yukon	2000-2001	0	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	0	0	0	0	0	0	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest	2000-2001	0	0	0	0	0	0	0
	2001-2002	0	0	0	0	0	0	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut	2000-2001	0	0	1	1	2	1	1
	2001-2002	1	0	0	0	1	1	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
Total	2000-2001	28	2	17	6	53	49	4
	2001-2002	17	0	15	10	42	41	1
	2002-2003	16	2	16	18	52	46	6

La catégorie « autres » englobe les décès accidentels et les décès pour lesquels la raison n'a pas été spécifiée. Sous la rubrique « en liberté », les chiffres représentent le nombre de décès qui sont survenus lorsque les détenus étaient en liberté de l'établissement par exemple lors d'une permission de sortir.

Tableau 20 Statistiques des commissions provinciales des libérations conditionnelles, 2000-2001 à 2002-2003

0			Décisions acco	rdant la libération conditi	onnelle totale		
Secteur de compétence	Année	Accordée	Refusée	Reportée <sup>1</sup>	Total	Accordée	
			non	nbre		pourcentage	
Québec	2000-2001	1 731	1 384	0	3 115	56	
	2001-2002	1 323	1 434	0	2 757	48	
	2002-2003	1 267	1 394	0	2 661	48	
Ontario	2000-2001	584	1 505	36	2 125	27	
	2001-2002	511	1 238	53	1 802	28	
	2002-2003	361	847	57	1,265	29	
Colombie-Britannique	2000-2001						
	2001-2002						
	2002-2003						
Total <sup>2</sup>	2000-2001	2 315	2 889	36	5 240	44	
	2001-2002	1 834	2 672	53	4 559	41	
	2002-2003	1 628	2 241	57	3 926	42	
		Cessation de la libération conditionnelle totale – Raison de la cessation					
		Expiration				Taux de	
		régulière ————————————————————————————————————	Révocation	Autres	Total	réussite	
			nom	nbre		pourcentage	
Québec	2000-2001	2 132	558	0	2 690	79	
	2001-2002	1 548	464	8	2 020	77	
	2002-2003	1 324	420	3	1 747	76	
Ontario	2000-2001	478	90	0	568	84	
	2001-2002	438	53	0	491	89	
	2002-2003	307	54	3	364	84	
Colombie-Britannique	2000-2001						
•	2001-2002						
	2002-2003						
Total <sup>2</sup>	2000-2001	2 610	648	0	3 258	80	
	2001-2002	1 986	517	8	2 511	79	
	2002-2003	1 631	474	6	2 111	77	

Comprend les détenus non-admissibles ou non-disponibles pour une entrevue et les détenus ayant refusé ou rejeté l'audition. Ces données ne sont pas incluses dans le calcul du taux d'octroi de la libération conditionnelle.
 Le calcul des pourcentages exclut les données de la Colombie-Britannique.

# Tableaux fédéraux

Tableau 21 Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de sécurité et selon la capacité, 2002-2003

		Nive	au de sécurité				Capacité <sup>1</sup>		
Secteur de compétence	Centres correctionnels communautaires	Sécurité minimale	Sécurité moyenne	Sécurité maximale <sup>2</sup>	Niveau multi- sécuritaire	Institu- tionnel	Commu- nautaire	Total	
				nombre					
Terre-Neuve-et-Labrador	1	0	0	0	0	0	22	22	
Nouvelle-Écosse	2	0	1	0	1	405	36	441	
Nouveau-Brunswick	1	1	1	1	0	887	26	913	
Québec	6	3	5	3	1	3 602	195	3 797	
Ontario	3	4	5	3	1	3 534	95	3 629	
Manitoba	1	1	1	0	0	713	40	753	
Saskatchewan	1	1	1	1	1	900	20	920	
Alberta	1	3	2	1	1	1 743	20	1 763	
Colombie-Britannique	1	2	4	1	1	1 869	72	1 941	
Total	17	15	20	10	6	13 653	526	14 179	

<sup>1.</sup> La « capacité » comprend le nombre normal de lits d'association, de lits de réception et de lits d'établissement de psychiatrie ou de santé mentale mais exclue la ségrégation disciplinaire, les lits médicaux et les lits d'hôpital.

2. La « sécurité maximale » inclue, dans certaines circonstances, des lits d'établissement de psychiatrie ou de réception.

Tableau 22 Total des dépenses fédérales<sup>1</sup>, 2000-2001 à 2002-2003

		Dollars	s courants		Dollars constants de 1992-1993			
Année	Exploitation	Investis- sement	Total	Exploitation par habitant	Exploitation	Investis- sement	Total	Exploitation par habitant
		'000\$		\$		'000\$		\$
2000-2001	1 270 730 <sup>r</sup>	114 597 <sup>r</sup>	1 385 327 <sup>r</sup>	41.27 <sup>r</sup>	1 117 617 r	100 789 <sup>r</sup>	1 218 405 <sup>r</sup>	36.30 <sup>r</sup>
2001-2002	1 424 596	130 137	1 554 733	45.79 <sup>r</sup>	1 224 932	111 898	1 336 830	39.37 <sup>r</sup>
2002-2003	1 448 955	125 955	1 574 910	46.12	1 210 489	105 226	1 315 714	38.53

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Comptes Nationaux du Canada.

Source : Division de la planification opérationnelle, données de 2002-2003 du NCAOP.

<sup>1.</sup> Le total des dépenses fédérales englobent les dépenses du Service correctionnel Canada (SCC) et celles de la Commission nationale de libérations conditionnelles (CNLC). Les dépenses du SCC excluent le CORCAN.

Tableau 23

Total des dépenses d'exploitation fédérales<sup>1</sup>, selon le secteur de service principal (en dollars courants), 2000-2001 à 2002-2003

Année	Administr centrale services ce	e et	Service détent		Services surveilla communa	nce	Commiss nationale libératio conditionn	des ns	Total
	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$
2000-2001	215 134 <sup>r</sup>	17	881 781 <sup>r</sup>	69	142 915 <sup>r</sup>	11	30 900	2	1 270 730 <sup>r</sup>
2001-2002	259 286	18	977 229	69	153 581	11	34 500	2	1 424 596
2002-2003	309 447	21	942 708	65	160 300	11	36 500	3	1 448 955

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Comptes Nationaux du Canada.

Tableau 24

Données sur le personnel<sup>1</sup> du Service correctionnel Canada, par secteurs de service principaux, 2002-2003

Secteur de service	Réelles	Pourcentage du total
Administration centrale et services centraux	1 901	12
Centres de détention	12 744	80
Surveillance communautaire	1 268	8
Total	15 913	100

<sup>1.</sup> Les données ayant trait au personnel représentent les équivalents d'emploi à temps complet au 31 mars 2003.

Tableau 25 Coût quotidien moyen par détenu fédéral, 2000-2001 à 2002-2003

	Coût d'exploitat	ion des établissements <sup>1</sup>	Durás du	Coût quotidie	en moyen par détenu
Année	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993	Durée du séjour en jours <sup>2</sup>	Dollars courants	Dollars constants de 1992-1993
		'000\$			\$
2000-2001	948 736 <sup>r</sup>	834 420 <sup>r</sup>	4 622 360 <sup>r</sup>	205.25 <sup>r</sup>	180.52 r
2001-2002	1 085 277	933 170	4 653 750 <sup>r</sup>	233.20 <sup>r</sup>	200.52 r
2002-2003	1 099 525	918 567	4 685 870	234.65	196.03

<sup>1.</sup> Le coût quotidien moyen d'un détenu inclut les frais de fonctionnement des établissements tels les salaires, mais exclue les dépenses en capital et les dépenses liées à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers). En 2001-2002, la méthode de répartition des coûts a été perfectionnée afin de mieux refléter les dépenses directement liées aux délinquants; y sont exclus, les rénovations majeures et les coûts de construction. Dans les publications antérieures, le coût quotidien moyen par détenu était basé sur les dépenses opérationnelles fédérales liés aux services de détention (tableau 23), en conséquent, les comparaisons utilisant ces données doivent être faites avec prudence.

<sup>1.</sup> Les dépenses fédérales englobent les dépenses du Service correctionnel Canada (SCC). Les dépenses totales du SCC excluent le CORCAN.

<sup>2.</sup> La « durée du séjour en jours » repose sur un dénombrement moyen du compte réel de détenus qui est effectué une fois par semaine et multiplié par le nombre de jours dans l'année.

Tableau 26 Équivalents temps plein<sup>1</sup> utilisés par la Commission nationale des libérations conditionnelles, 2002-2003

	Membres de la Commission	Membres de la Commission à temps partiel	Membres du personnel	Total
Type d'employés	42.0	14.0	319.0	375.0
	Libération conditionnelle	Clémence et réhabilitation	Gestion générale	Total
Secteurs d'activité	289.0	34.0	52.0	375.0

<sup>1.</sup> Au cours des années précédentes, ce tableau faisait état des « années-personnes » mais à la suite d'une directive du Conseil du Trésor, un « employé à temps plein » est devenu un « équivalent temps plein ».

Tableau 27 Nombre moyen de détenus dans les établissements fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003

Région			Taux d'incarcération
	Année	Compte réel <sup>1</sup>	Nombre moyen de contrevenants pour 100 000 adultes dans la population
Atlantique	2000-2001	1 102 <sup>r</sup>	60 <sup>r</sup>
	2001-2002	1 152 <sup>r</sup>	62 <sup>r</sup>
	2002-2003	1 157	62
Québec	2002-2003 2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 321 <sup>r</sup> 3 305 <sup>r</sup> 3 317	57 57 56
Ontario	2002-2003 2000-2001 2001-2002 2002-2003	3 344 <sup>r</sup> 3 409 <sup>r</sup> 3 439	37 37 37 37
Prairies	2000-2001	3 121 <sup>r</sup>	80
	2001-2002	3 084	78
	2002-2003	3 094	77
Pacifique	2000-2001	1 776 <sup>r</sup>	56
	2001-2002	1 800 <sup>r</sup>	56
	2002-2003	1 831	56
Total	2000-2001	12 664 <sup>r</sup>	54
	2001-2002	12 750 <sup>r</sup>	53
	2002-2003	12 838	53

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1.</sup> Le compte réel de détenus comprend les contrevenants fédéraux, provinciaux et territoriaux dans un établissement fédéral ainsi que ceux qui sont détenus temporairement dans un établissement fédéral.

Tableau 28 Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux, selon le genre d'admission, 2000-2001 à 2002-2003

				Régi	on		
Genre d'admission	Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Total
				nom	ore		
Mandat d'incarcération	2000-2001	442 <sup>r</sup>	990	1 060 <sup>r</sup>	1 308 <sup>r</sup>	480 <sup>r</sup>	4 280 r
	2001-2002	439	979	1 050	1 198	461	4 127
	2002-2003	486	970	1 082	1 227	479	4 244
Révocation	2000-2001	362 <sup>r</sup>	816 <sup>r</sup>	792 <sup>r</sup>	913 <sup>r</sup>	380 <sup>r</sup>	3 263 r
	2001-2002	333 <sup>r</sup>	776 <sup>r</sup>	698	946 <sup>r</sup>	415 <sup>r</sup>	3 168 <sup>r</sup>
	2002-2003	371	734	769	962	424	3 260
Cessation de la libération	2000-2001	0	2	0	4	1	7
	2001-2002	0	1	0	2	2	5
	2002-2003	0	3	4	1	2	10
Interruption	2000-2001	0	0	0	0	0	0
•	2001-2002	0	0	0	0	0	0
	2002-2003	0	0	0	0	0	0
Transferts d'autres pays	2000-2001	2	24	35	3	13	77
	2001-2002	0	22	50	0	9	81
	2002-2003	0	40	27	2	6	75
Autres <sup>1</sup>	2000-2001	7 <sup>r</sup>	21	30 <sup>r</sup>	31 <sup>r</sup>	6	95 r
	2001-2002	5 <sup>r</sup>	26	16	26 <sup>r</sup>	4	77 r
	2002-2003	11	11	22	19	7	70
Total	2000-2001	813 <sup>r</sup>	1 853 <sup>r</sup>	1 917 <sup>r</sup>	2 259 <sup>r</sup>	880 <sup>r</sup>	7 722 r
	2001-2002	777 <sup>r</sup>	1 804 <sup>r</sup>	1 814	2 172 <sup>r</sup>	891 <sup>r</sup>	7 458 r
	2002-2003	868	1 758	1 904	2 211	918	7 659

Notes : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 29 Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon la durée totale de la peine à l'admission, 2000-2001 à 2002-2003

	2000-2001	2001-2002	2002-2003
		pourcentage	
Moins de 2 ans	0.23 <sup>r</sup>	0.19	0.19
2 ans et moins de 3 ans	44.23 <sup>r</sup>	46.98	52.97
3 ans et moins de 4 ans	21.92 <sup>r</sup>	22.00	20.45
4 ans et moins de 5 ans	12.78 <sup>r</sup>	10.76	8.58
5 ans et moins de 6 ans	6.96 <sup>r</sup>	6.28	5.37
6 ans et moins de 7 ans	3.43 <sup>r</sup>	3.59	3.13
7 ans et moins de 8 ans	2.43 <sup>r</sup>	1.99	1.70
8 ans et moins de 9 ans	1.40 <sup>r</sup>	1.67	1.08
9 ans et moins de 10 ans	0.58 <sup>r</sup>	0.73	0.66
10 ans et moins de 15 ans	1.92 <sup>r</sup>	1.43	2.12
15 ans et moins de 20 ans	0.21 <sup>r</sup>	0.46	0.42
20 ans et plus	0.00	0.10	0.05
Emprisonnement à vie	3.90 <sup>r</sup>	3.83	3.28
Total	100	100	100
Nombre d'admissions <sup>1</sup>	4 280 <sup>r</sup>	4 127	4,244
Durée moyenne de la peine (en mois)	43.0 <sup>r</sup>	42.0	40.8
Durée médiane de la peine (en mois)	36.5	34.4	31.8

Les données représentent les admissions de contrevenants de secteurs de compétence fédérale ainsi que ceux de compétence provinciale dans un établissement fédéral.

<sup>1.</sup> Les « autres » types d'admission incluent « l'échange de services et d'autres admissions ».

Notes : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. Les données représentent les admissions de contrevenants de secteurs de compétence fédérale.

La moyenne a été calculée selon la durée moyenne agrégée de la peine à l'admission (en jours) divisée par 30 jours. 1. Les admissions pour lesquelles l'établissement d'admission n'est pas indiqué ont été exclues.

Tableau 30 Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon certaines catégories d'infractions, 2000-2001 à 2002-2003

						Cert	aines infractior	ns choisies				
Région	Année	Homicide		entative de meurtre	vol s	Agression exuelle et violence sexuelle <sup>1</sup>	Enlève- ment	Introduc- tion par effraction	Trafic – Importa- tion de drogues <sup>2</sup>	Armes et explosifs	Fraude	Princi- pales voies de fait
							nombre					
Atlantique	2000-2001	12	r	2	76 <sup>r</sup>	42 <sup>r</sup>	2	99 <sup>r</sup>	43	2	8	53
	2001-2002 2002-2003	8 17		2 3	70 106	57 <sup>r</sup> 56	7 3	69 71	54 <sup>r</sup> 78	6 2	3 15	56 52
Québec	2000-2001	49		10	192	112 <sup>r</sup>	30 <sup>r</sup>	130 <sup>r</sup>	148 <sup>r</sup>	12	16	73
	2001-2002 2002-2003	63 56		13 10	167 182	125 <sup>r</sup> 117	30 19	116 107	131 110	8 8	13 18	87 87
	2002-2003	30		10	102	117	19	107	110	0	10	01
Ontario	2000-2001	75		9	227 <sup>r</sup>	130 <sup>r</sup>	24	94 <sup>r</sup>	162 <sup>r</sup>	13	22 <sup>r</sup>	100
	2001-2002 2002-2003	85 62		14 17	212 192	121 <sup>r</sup> 126	19 18	101 132	147 <sup>r</sup> 152	12 20	25 24	103 126
Prairies	2000-2001	75	r	4	248 <sup>r</sup>	159 r	15	147 <sup>r</sup>	296 <sup>r</sup>	8	17 r	121
	2001-2002 2002-2003	84 86		3 2	252 203	133 <sup>r</sup> 161	18 24	134 150	232 231	9 5	20 21	129 150
			_									
Pacifique	2000-2001 2001-2002	66 <sup>1</sup> 58	r	3 5	118 <sup>r</sup> 108	53 <sup>r</sup> 49 <sup>r</sup>	10 3	61 73	51 26	1 2	5 7	46 47
	2002-2003	41		3	108	43	9	94	30	6	5	39
Total <sup>5</sup>	2000-2001	277	r	28	861 <sup>r</sup>	496 <sup>r</sup>	81 <sup>r</sup>	531 <sup>r</sup>	700 <sup>r</sup>	36	68 <sup>r</sup>	393
	2001-2002 2002-2003	298 262		37 35	809 791	485 <sup>r</sup> 503	77 73	493 554	590 <sup>r</sup> 601	37 41	68 83	422 454
		Voies de fait	Vol <sup>3</sup>	Crime d'incendie	Infractions aux règle- ments de la circulation C.C.	Violation d'une ordonnance de la cour	Conduite avec facultés affaiblies	Autres infractions au <i>Code</i> criminel <sup>4</sup>	Infractions aux autres lois fédérales	Infractions aux lois provin- ciales	Inconnu	Total
							nombre					
Atlantique	2000-2001	14	14 <sup>r</sup>	8	10 <sup>r</sup>	. 2	11	41 <sup>r</sup>	0	1	2 <sup>r</sup>	442
	2001-2002	11	16 <sup>r</sup>	11	2	4	7	55 <sup>r</sup>	0	0	1	439
	2002-2003	14	14	6	2	0	8	39	0	0	0	486
Québec	2000-2001	23 <sup>r</sup>	41 <sup>r</sup>	7	3	2		119 <sup>r</sup>	0	3	1 <sup>r</sup>	990
	2001-2002 2002-2003	17 37	38 r	8 10	7 6	1	11 14	141 <sup>r</sup> 139	0	2	1 0	979 970
	2002-2003	37	41	10	0	3	14	139	3	3	U	970
Ontario	2000-2001	15 <sup>r</sup>	16 <sup>r</sup>	9 r		2		110 <sup>r</sup>	0	1	9 r	1 060
	2001-2002 2002-2003	16 24	22 <sup>r</sup> 11	10 12	19 23	4	23 30	112 <sup>r</sup> 105	1 6	2	2 2	1 050 1 082
	2002-2003	24	- 11	12	23	U	30	100	0	U	2	1 002
Prairies	2000-2001	29 <sup>r</sup>	27 r	3	25	1	31	96 <sup>r</sup>	0	0	6 r	1 308
	2001-2002 2002-2003	15 15	36 <sup>r</sup> 30	9 11	11 15	0 3	36 29	70 <sup>r</sup> 84	1 0	1 0	5 7	1 198 1 227
Pacifique	2000-2001	7	7 r	3	2 "	. 0		36 <sup>r</sup>	0	0 r	4 <sup>r</sup>	480
	2001-2002	5	12 r	4	12	0	7	31 <sup>r</sup>	3	0 r		461
	2002-2003	7	25	3	11	0	12	40	2	0	1	479
Total <sup>5</sup>	2000-2001	88 <sup>r</sup>	105 r	30 r				402 r	0	5 r		4 280
	2001-2002	64	124 <sup>r</sup>	42	51	9	84	409 <sup>r</sup>	5	5 <sup>r</sup>	18	4 127 4 244

L'agression sexuelle et la violence sexuelle incluent les infractions d'ordre moral et sexuel (2000-2001 - 30, 2001-2002 - 20, 2002-2003 - 19).
 Trafic - L'importation de drogues inclut la possession de drogues (2000-2001 - 5. 2001-2002 - 2, 2002-2003 - 1).
 Le vol inclut la possession de biens volés (2000-2001 - 18, 2001-2002 - 24, 2002-2003 - 25).
 Autres infractions au Code criminel inclut dans les infractions d'ordre sexuel (2000-2001 - 30, 2001-2002 - 20, 2002-2003 - 19), la possession de drogues (2000-2001 - 5, 2001-2002 - 2, 2002-2003 - 1), le vol (2000-2001 - 75, 2001-2002 - 64, 2002-2003 - 91), les infractions contre l'ordre public (2000-2001 - 28, 2001-2002 - 25, 2002-2003 - 27) ainsi que les infractions de dommage à la propriété et de méfait (2000-2001 - 5, 2001-2002 - 4, 2002-2003 - 2).
 Les admissions dont l'établissement n'est pas connu ont été exclus.

Tableau 31 Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant, 2000-2001 à 2002-2003

				Province et t	erritoire où la	peine a été i	nfligée		
	Année	Terre- Neuve-et- Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan
Nombre d'admissions <sup>1</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	79 <sup>r</sup> 60 66	18 <sup>r</sup> 9 9	235 <sup>r</sup> 235 <sup>r</sup> 240	110 <sup>r</sup> 136 169	985 <sup>r</sup> 982 <sup>r</sup> 972	1 068 <sup>r</sup> 1 064 <sup>r</sup> 1 122	229 <sup>r</sup> 244 <sup>r</sup> 210	161 <sup>r</sup> 195 222
Certaines caractéristiques du détenu:									
Pourcentage de femmes	2000-2001 2001-2002 2002-2003	5 r 5 0	11 <sup>r</sup> 0 11	8 r 3 6	5 <sup>r</sup> 4 4	4 3 3	6 6 7	5 r 6 r 3	6 <sup>r</sup> 9 4
Pourcentage d'Autochtones	2000-2001 2001-2002 2002-2003	9 11 <sup>r</sup> 7	6 <sup>r</sup> 5 <sup>r</sup> 6	6 6 4	7 <sup>r</sup> 6 <sup>r</sup> 8	4 3 4	6 r 8 10	48 <sup>r</sup> 54 <sup>r</sup> 57	46 <sup>r</sup> 45 <sup>r</sup> 57
Âge moyen à l'admission	2000-2001 2001-2002 2002-2003	31 36 32	34 <sup>r</sup> 34 41	30 <sup>r</sup> 32 33	32 r 32 34	35 <sup>r</sup> 36 36	33 <sup>r</sup> 34 34	31 <sup>r</sup> 30 <sup>r</sup> 29	34 <sup>r</sup> 32 <sup>r</sup> 31
Âge médian à l'admission	2000-2001 2001-2002 2002-2003	31 35 30	0 34 37	29 29 31	30 30 32	34 35 35	32 33 33	28 27 28	32 r 28 30
			Province et te	erritoire où la	peine a été inf	ligée			
		Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord- Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada	Non déclaré	Total
Nombre d'admissions <sup>1</sup>	2000-2001 2001-2002 2002-2003	871 <sup>r</sup> 706 <sup>r</sup> 722	473 <sup>r</sup> 459 <sup>r</sup> 473	11 <sup>r</sup> 5 6	26 <sup>r</sup> 21 24	12 <sup>r</sup> 11 9	2 r 0 0	0 r 0 r	4 280 ° 4 127 ° 4 244
Certaines caractéristiques du détenu:									
Pourcentage de femmes	2000-2001 2001-2002 2002-2003	7 <sup>r</sup> 7 6	3 3 4	0 0 0	0 5 0	0 0 0	0 0 0	0 r 0 r	5 5 5
Pourcentage d'Autochtones	2000-2001 2001-2002 2002-2003	26 <sup>r</sup> 26 <sup>r</sup> 23	21 <sup>r</sup> 24 17	27 <sup>r</sup> 71 <sup>r</sup> 50	79 <sup>r</sup> 69 <sup>r</sup> 53	71 <sup>r</sup> 100 100	0 0 0	0 r 0 r	18 <sup>r</sup> 19 <sup>r</sup> 18
Âge moyen à l'admission	2000-2001 2001-2002 2002-2003	32 <sup>r</sup> 31 <sup>r</sup> 31	33 <sup>r</sup> 34 <sup>r</sup> 34	33 <sup>r</sup> 31 <sup>r</sup> 33	32 <sup>r</sup> 35 <sup>r</sup> 33	35 <sup>r</sup> 30 <sup>r</sup> 29	35 <sup>r</sup> 0 0	0 r 0 r	33 33 <sup>r</sup> 34
Âge médian à l'admission	2000-2001 2001-2002 2002-2003	30 30 31	32 32 33	0 0 35	30 38 32	24 0 31	0 0 0	0 0 0	30 ° 32 32

<sup>1.</sup> Ces données représentent les admissions en vertu d'un mandat d'incarcération des contrevenants de secteur de compétence fédérale.

Tableau 32 Âge des contrevenants admis à un établissement fédéral en vertu d'un mandat d'incarcération, 2000-2001 à 2002-2003

A. Directories				Région			
Âge à l'admission	Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Total
				nombr	е		
18 ans et 19 ans	2000-2001	43	23	32	91 <sup>r</sup>	19	208 r
	2001-2002	40	34	40	69	21	204
	2002-2003	40	35	26	95	13	209
De 20 ans à 24 ans	2000-2001	103	142 <sup>r</sup>	220	315	79 <sup>r</sup>	859 r
	2001-2002	97	117	184	322	88	808
	2002-2003	104	144	210	298	84	840
De 25 ans à 29 ans	2000-2001	84	166	174	244 <sup>r</sup>	99	767 r
	2001-2002	77	145	189	221	63	695
	2002-2003	65	147	172	216	80	680
De 30 ans à 34 ans	2000-2001	63	180	196 <sup>r</sup>	190 <sup>r</sup>	88	717 r
	2001-2002	54	174	183	181	97	689
	2002-2003	80	132	196	194	97	699
De 35 ans à 39 ans	2000-2001	59	204	188 <sup>r</sup>	167 <sup>r</sup>	70 <sup>r</sup>	688 <sup>r</sup>
	2001-2002	46	198	178	175	78	675
	2002-2003	75	176	158	178	77	664
De 40 ans à 44 ans	2000-2001	35 r	132	111	141	39 r	458 r
	2001-2002	52	133	130	104	43	462
	2002-2003	44	133	133	136	65	511
De 45 ans à 49 ans	2000-2001	24	51	60	69	36 <sup>r</sup>	240 <sup>r</sup>
	2001-2002	34	72	65	58	28	257
	2002-2003	31	97	79	54	26	287
50 ans et plus	2000-2001	29 <sup>r</sup>	92 <sup>r</sup>	79	89 <sup>r</sup>	46	335 r
•	2001-2002	37	106	81	65	43	332
	2002-2003	47	105	108	56	37	353
Total <sup>1</sup>	2000-2001	440 <sup>r</sup>	990	1 060 r	1 306 <sup>r</sup>	476 <sup>r</sup>	4 272
	2001-2002	437	979	1 050	1 195	461	4 122
	2002-2003	486	969	1 082	1 227	479	4 243

Note: Ces données représentent les admissions en vertu d'un mandat d'incarcération des contrevenants de secteur de compétence fédérale.

1. Les contrevenants qui avaient moins de 18 ans au moment de leur admission sont exclus. Il y en avait 8 en 2000-2001, 5 en 2001-2002 et 1 en 2002-2003. Sont également exclues, les admissions pour lesquelles l'établissement est inconnu.

Tableau 33 Décès de détenus fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003

Raison du décès			En liberté	
	Année	En détention	(dans la collectivité)	Total
			nombre	
Suicide	2000-2001	9	7	16
	2001-2002	12	7	19
	2002-2003	12	8	20
Meurtre	2000-2001	0	2	2
	2001-2002	1	1	2
	2002-2003	2	2	4
Intervention des forces de l'ordre <sup>1</sup>	2000-2001	0	1	1
	2001-2002	0	2	2
	2002-2003	0	1	1
Inconnu	2000-2001	1	19	20
	2001-2002	3	7	10
	2002-2003	4	6	10
Autres <sup>2</sup>	2000-2001	33	39	72
	2001-2002	34	60	94
	2002-2003	26	44	70
Total	2000-2001	43	68	111
	2001-2002	50	77	127
	2002-2003	44	61	105

 <sup>«</sup> Intervention des forces de l'ordre » comprend les détenus qui sont tués par les autorités pendant la perpétration d'une infraction, par exemple la prise d'otages et l'évasion.
 La catégorie « autres » comprend les décès de cause naturelle et accidentelle.

Tableau 34 Évadés des établissements fédéraux, 2000-2001 à 2002-2003

Genre d'évasion	2000-2001	2001-2002	2002-2003
		nombre	_
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité multi-sécuritaire ou maximal	0	3	0
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité moyen	2	6	0
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité minimal	80 <sup>r</sup>	56 <sup>r</sup>	48
Total	82 <sup>r</sup>	65 <sup>r</sup>	48

Note: Ces chiffres représentent le nombre de contrevenants évadés par année d'un établissement ou en « absence temporaire ».

Tableau 35
Libérations de détenus des établissements fédéraux, selon le genre de libération, 2000-2001 à 2002-2003

Oanna da libénation				Régio	on		
Genre de libération	Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Total
				nomb	re		
Expiration du mandat	2000-2001	21	32	66	64	34	217
	2001-2002	22	47	50 <sup>r</sup>	44 <sup>r</sup>	36	199 <sup>r</sup>
	2002-2003	23	33	52	55	32	195
Libération conditionnelle totale	2000-2001	59 <sup>r</sup>	30	73	52	24 <sup>r</sup>	238 <sup>r</sup>
	2001-2002	46	37	83	44 <sup>r</sup>	47	257 <sup>r</sup>
	2002-2003	51	38	60	50	30	229
Semi-liberté	2000-2001	359 r	548 <sup>r</sup>	577 <sup>r</sup>	747 <sup>r</sup>	270	2 501 <sup>r</sup>
	2001-2002	305 r	522	485 <sup>r</sup>	687 <sup>r</sup>	249	2 248 <sup>r</sup>
	2002-2003	308	448	487	611	269	2 123
Libération d'office	2000-2001	428	1 246 <sup>r</sup>	1 175 <sup>r</sup>	1 329 <sup>r</sup>	519 <sup>r</sup>	4 697 <sup>r</sup>
	2001-2002	462	1 284	1 171 <sup>r</sup>	1 384 <sup>r</sup>	530 <sup>r</sup>	4 831 <sup>r</sup>
	2002-2003	511	1 278	1 268	1 454	565	5 076
Autres <sup>1</sup>	2000-2001	91 <sup>r</sup>	26 <sup>r</sup>	49 <sup>r</sup>	55 <sup>r</sup>	18 <sup>r</sup>	239 <sup>r</sup>
	2001-2002	83 <sup>r</sup>	27 <sup>r</sup>	55 <sup>r</sup>	48 <sup>r</sup>	29 <sup>r</sup>	242 <sup>r</sup>
	2002-2003	95	26	41	50	21	233
Total <sup>2</sup>	2000-2001	958 <sup>r</sup>	1 882 <sup>r</sup>	1 940 <sup>r</sup>	2 247 <sup>r</sup>	865 <sup>r</sup>	7 892 <sup>r</sup>
	2001-2002	918 <sup>r</sup>	1 917 <sup>r</sup>	1 844 <sup>r</sup>	2 207 <sup>r</sup>	891 <sup>r</sup>	7 777 <sup>r</sup>
	2002-2003	988	1 823	1 908	2 220	917	7 856

Note : Les données représentent les libérations de contrevenants des secteurs de compétence fédérale.

Tableau 36
Permissions de sortir avec surveillance et sans surveillance reçues du Service correctionnel Canada, 2000-2001 à 2002-2003

	Permissions de so	ortir avec surveillance	Permissions de sortir sans surveillance		
Année	Nombre complété	Nombre non complété <sup>1</sup>	Nombre complété	Nombre non complété <sup>1</sup>	
2000-2001	51 160 <sup>r</sup>	13 <sup>r</sup>	7 046 <sup>r</sup>	48 <sup>r</sup>	
2001-2002	47 033 <sup>r</sup>	13	5 530 <sup>r</sup>	31 <sup>r</sup>	
2002-2003	50 780	15	5 039	26	

Note: Les données représentent le nombre de permis émis durant l'année. De plus, il y a de légers changements aux données à cause d'un raffinement de la méthodologie établie en 2002-2003.

<sup>1.</sup> On entend par « autres (types de libération) » , les personnes décédées, les personnes transférées dans un autre pays, les ordonnances du tribunal, l'expiration de la peine, les ordonnances du lieutenant-gouverneur et la révocation ou la cessation d'une supervision antérieure.

<sup>2.</sup> Sont exclues les libérations pour lesquelles l'établissement de libération est inconnu, de même que les libérations dont le genre n'est pas indiqué.

<sup>1.</sup> Le nombre de permission d'absences temporaires « non complétées » comprend les personnes en « liberté illégale », les « personnes détenues par la police » et la « cessation de la permission de sortir » par la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Tableau 37

Compte moyen mensuel - Population fédérale, provinciale ou territoriale sous surveillance de la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon la région, 2000-2001 à 2002-2003

			Contrevenants	fédéraux		Contrever	ritoriaux <sup>1</sup>		
Région	Année	Semi- liberté	Libération conditionnelle totale	Libération d'office	Total	Semi- liberté	Libération conditionnelle total	Total	Total
Atlantique	2000-2001	129	417	168	714	22	89	112 <sup>r</sup>	826 <sup>r</sup>
Atlantique	2000-2001	104	392	173	669	18	76	94	763
	2001-2002	104	367	173	660	22	66	88	748
	2002 2000	100	001	101	000	22	00	00	7 40
Québec	2000-2001	312	1 226	597	2 135	1	2	3	2 138
440200	2001-2002	311	1 144	567	2 021 r	0	2	2	2 023 r
	2002-2003	272	1 087	557	1 916	0	2 1	1	1 917
Ontario	2000-2001	332 <sup>r</sup>	1 121 <sup>r</sup>	578	2 031	0	1	1	2 032
Untario	2000-2001	318	1 050	550	1 918	0	2	2	1 920
	2001-2002	281	985	561	1 828	0	2	2	1 830
	2002 2000	201	300	001	1 020	· ·	_	_	1 000
Prairies	2000-2001	278	963	588	1 830 <sup>r</sup>	33	134	167	1 997 <sup>r</sup>
	2001-2002	262	933	591	1 787 <sup>r</sup>	23	105	128	1 915 <sup>r</sup>
	2002-2003	241	846	583	1 670	27	77	104	1 774
Pacifique	2000-2001	179	590	270	1 039	2	3	4 <sup>r</sup>	1 043 <sup>r</sup>
. aomqao	2001-2002	155	577	271	1 003	1	2	3	1 005 r
	2002-2003	169	533	250	952	0	1	1	953
Total	2000-2001	1 231	4 317 r	2 202 r	7 749 r	58	229	287	8 036 r
	2001-2002 2002-2003	1 150 1 066	4 096 3 819	2 152 2 141	7 397 <sup>r</sup> 7 026	43 <sup>r</sup> 49	186 <sup>r</sup> 147	229 196	7 626 <sup>r</sup> 7 222

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1.</sup> Le nombre de contrevenants provinciaux et territoriaux englobe les contrevenants dans les établissements provinciaux ou territoriaux ne possédant pas leur propre commission des libérations conditionnelles et qui sont sous la surveillance du Service correctionnel Canada.

Tableau 38 Taux d'octroi, selon le type de libération par la Commission nationale des libérations conditionnelles, 2000-2001 à 2002-2003

To a de Philosophia		Contrevenants fédéraux	
Type de libération	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Permission de sortir avec surveillance			
Accordée	447 <sup>r</sup>	262	231
Refusée	109	50	48
Taux d'octroi (%)	80.4	84.0	82.8
Permission de sortir sans surveillance			
Accordée	482 <sup>r</sup>	399	320
Refusée	178 <sup>r</sup>	136	111
Taux d'octroi (%)	73.0 <sup>r</sup>	74.6	74.2
Semi-Liberté			
Accordée	3,459 <sup>r</sup>	3,170	3,024
Refusée	1 353 <sup>r</sup>	1,257	1,205
Taux d'octroi (%)	71.9	71.6	71.5
Libération conditionnelle totale			
Accordée	1,814 <sup>r</sup>	1,659 <sup>r</sup>	1,502
Refusée	2 464 <sup>r</sup>	2,182	2,025
Taux d'octroi (%)	42.4 <sup>r</sup>	43.2	42.6
		Contrevenants provinciaux et territoriaux	
Semi-Liberté	1010	1041	000
Accordée Refusée	218 <sup>r</sup> 92 <sup>r</sup>	184 <sup>r</sup> 103	200
	92' <b>70</b> '	103 <b>64</b> r	85 <b>70</b>
Taux d'octroi (%)	70.	04 ·	70
Libération conditionnelle totale			
Accordée	342 r	260 <sup>r</sup>	251
Refusée	229 r	202	188
Taux d'octroi (%)	60 <sup>r</sup>	56 <sup>r</sup>	57

Note: La baisse des permissions de sortir avec surveillance en 2001-2002 est due à la décision de la Cour disant que la Commission nationale des libérations conditionnelles n'avait pas l'autorité de faire des recommandations aux Services correctionnels du Canada pour les cas servant des peines indéterminées ou pour ceux servant une peine à vie, une fois la date d'éligibilité de sortie de jour est atteinte. La Commission nationale des libérations conditionnelles approuve maintenant les permissions de sortir avec surveillance seulement pour ceux qui purge une peine à vie avant la date d'éligibilité à la semi-liberté.

Tableau 39 Résultat fédéral<sup>1</sup> des contrevenants libérés par la Commission nationales des libérations conditionnelles, selon le type de libération, 2000-2001 à 2002-2003

Déscribes			Semi-l	berté				
Résultat	200	00-2001	2001-	2002	2002-2003			
	nombre	pourcentage	nombre po	ourcentage	nombre	pourcentage		
Achèvement	2 907 <sup>r</sup>	81 <sup>r</sup>	2,676 <sup>r</sup>	83	2,524	83		
Révocation pour violation des conditions	413 <sup>r</sup>	12 <sup>r</sup>	381 <sup>r</sup>	12	381	13		
Révocation pour infraction Sans violence Avec violence Total des révocations pour infraction	215 <sup>r</sup> 35 <sup>r</sup> 250 <sup>r</sup>	6 r 1 7 r	151 <sup>r</sup> 31 <sup>r</sup> 182 <sup>r</sup>	5 r 1 6 r	121 21 142	4 1 5		
Total	<b>3 570</b> r	100	3,239 r	100	3,047	100		
	Libération conditionnelle totale <sup>2</sup>							
Achèvement	1 335 <sup>r</sup>	74	1 325 <sup>r</sup>	74	1,161	73		
Révocation pour violation des conditions	263 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	280 <sup>r</sup>	16	273	17		
Révocation pour infraction Sans violence Avec violence Total des révocations pour infraction  Total	169 <sup>r</sup> 34 <sup>r</sup> 203 <sup>r</sup>	9r 2r 11r <b>100</b>	151 29 180 <b>1 785</b> r	8 2 10	142 22 164 <b>1,598</b>	9 1 10		
iotai		100	Libération		1,090	100		
			Liberation					
Achèvement	2 958 <sup>r</sup>	59	3 022	59	3,138	58		
Révocation pour violation des conditions	1 296 <sup>r</sup>	26 <sup>r</sup>	1 374 <sup>r</sup>	27	1,612	30		
Révocation pour infraction Sans violence Avec violence Total des révocations pour infraction	618 <sup>r</sup> 166 <sup>r</sup> 784 <sup>r</sup>	12 3 16 <sup>r</sup>	559 148 <sup>r</sup> 707 <sup>r</sup>	11 3 14	543 146 689	10 3 13		
Total	<b>5 038</b> °	100	5 103 <sup>r</sup>	100	5,439	100		

Notes : Les chiffres ayant été arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les chiffres subissent une mise à jour à tous les ans, conséquemment, ceux-ci peuvent varier des publications précédentes.

Les résultats présentés ne correspondent qu'à ceux pour lesquels la libération conditionnelle s'est terminée pendant l'année de référence. Un contrevenant n'entre pas dans la catégorie « révocation » tant qu'il n'est pas reconnu coupable.

2 Le résultat de la libération conditionnelle totale ne comprend que les peines déterminées.

Tableau 40 **Résultat provincial et territorial<sup>1</sup> des contrevenants libérés par la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon le type de libération, 2000-2001 à 2002-2003** 

Dáoultet			Sen	ni-liberté					
Résultat	200	00-2001	200	01-2002	2002-2003				
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage			
Achèvement	179 <sup>r</sup>	76	130 <sup>r</sup>	77	145	72			
Révocation pour violation des conditions	53 <sup>r</sup>	22 <sup>r</sup>	33	20	53	26			
Révocation pour infraction Sans violence Avec violence Total des révocations pour infraction	4 r 0 4 r	2 r 0 2 r	5 1 6	3 1 4	3 1 4	1 0 2			
Total	236 r	100	169 r	100	202	100			
	Libération conditionnelle totale								
Achèvement	299	79 <sup>r</sup>	235	83	173	73			
Révocation pour violation des conditions	71 <sup>r</sup>	19 <sup>r</sup>	43 <sup>r</sup>	15	62	26			
Révocation pour infraction Sans violence Avec violence Total des révocations pour infraction	6 <sup>r</sup> 3 <sup>r</sup> 9 <sup>r</sup>	2 <sup>r</sup> 1 2	5 0 5	2 0 2	2 1 3	1 0 1			
Total	379 r	100	283 r	100	238	100			

Note : Les chiffres ayant été arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre au total.

Tableau 41
Assignation à la résidence<sup>1</sup> rendue par la Commission nationale des libérations conditionnelles dans les cas de libération d'office, 2000-2001 à 2002-2003

A 6 .		Pré-libératoire		Post-libératoire			
Année	Imposée	Détention	Annulée	Imposée	Prolongée	Éliminée	
				nombre			
2000-2001	886 <sup>r</sup>	33 <sup>r</sup>	2 r	18 <sup>r</sup>	13 <sup>r</sup>	51 <sup>r</sup>	
2001-2002	857 <sup>r</sup>	26 <sup>r</sup>	1	18 <sup>r</sup>	5	55	
2002-2003	1 151	43	5	32	3	47	

<sup>1.</sup> Une assignation à la résidence est une condition de la libération conditionnelle qui exige du libéré conditionnel qu'il habite dans une maison de transition.

Tableau 42
Assignation à la résidence<sup>1</sup> rendue par la Commission nationale des libérations conditionnelles dans les cas de libération conditionnelle totale, 2000-2001 à 2002-2003

Année	Pré-libé	ratoire		Post-libératoire						
Année	Imposée	Annulée	Imposée	Prolongée	Éliminée					
		nombre								
2000-2001	281 <sup>r</sup>	4 <sup>r</sup>	79 <sup>r</sup>	70 <sup>r</sup>	56 <sup>r</sup>					
2001-2002	312 <sup>r</sup>	2 <sup>r</sup>	116 <sup>r</sup>	53	56 <sup>r</sup>					
2002-2003	291	1	117	23	66					

<sup>1.</sup> Une assignation à la résidence est une condition de la libération conditionnelle qui exige du libéré conditionnel qu'il habite dans une maison de transition.

<sup>1.</sup> Le résultat présenté ne correspond qu'à ceux pour lesquels la libération conditionnelle s'est terminée pendant l'année de référence.

Appendix A Estimations de la population selon le sexe, au 1er juillet, 2000 à 2002

Province ou territoire			Population adulte		Population totale					
Province ou territoire	Sexe	2000	2001	2002	2000	2001	2002			
		milliers								
Terre-Neuve-et-Labrador	T.	419.8	419.7	420.8	537.9	533.8	531.6			
	M. F.	206.2 213.6	205.9 213.8	206.3 214.5	266.6 271.2	264.3 269.5	262.9 268.7			
îla du Diinaa Édawad										
Île-du-Prince-Édouard	T. M.	104.7 50.7	105.9 51.2	107.3 51.8	138.3 67.9	138.9 68.2	139.9 68.6			
	F.	54.0	54.6	55.5	70.4	70.7	71.3			
Nouvelle-Écosse	T.	732.2	736.4	742.0	942.3	942.9	944.8			
	M. F.	353.9 378.3	356.0 380.5	359.2 382.8	461.6 480.7	461.8 481.1	463.0 481.7			
Nouveau-Brunswick	T. M.	589.1	592.3	595.7 291.4	755.6	756.0	756.7			
	F.	288.6 300.5	290.0 302.3	304.3	374.0 381.6	373.9 382.1	373.9 382.8			
Québec	T.	5 783.0	5 835.9	5 888.9	7 381.8	7 417.7	7 455.2			
Quebec	и. М.	2 825.6	2 852.6	2 878.9	3 643.1	3 661.5	3 680.1			
	F.	2 957.3	2 983.3	3 009.9	3 738.6	3 756.2	3 775.1			
Ontario	T.	8 957.5	9 139.7	9 305.2	11 697.6	11 894.9	12 068.3			
	M. F.	4 365.3 4 592.2	4 456.9 4 682.8	4 538.0 4 767.2	5 771.8 5 925.8	5 871.4 6 023.4	5 956.5 6 111.8			
Manitoba	T.	857.0	861.3	865.0	1 146.4	1 149.1	1 150.8			
IVIdIIILUDA	и. М.	420.0	422.3	424.3	568.4	569.9	570.9			
	F.	437.0	439.0	440.7	578.0	579.2	580.0			
Saskatchewan	T.	754.0	754.0	753.5	1 022.0	1 017.1	1 011.8			
	M. F.	370.5 383.5	370.2 383.8	369.6 383.8	507.4 514.6	504.5 512.6	501.5 510.4			
Alberta	T. M.	2 246.0 1 126.7	2 296.6 1 152.2	2 350.7 1 179.2	3 009.9 1 518.7	3 059.1 1 543.4	3 113.6 1 570.6			
	F.	1 119.3	1 144.4	1 171.5	1 491.1	1 515.7	1 543.0			
Colombie-Britannique	T.	3 163.4	3 211.6	3 260.2	4 060.1	4 101.6	4 141.3			
	M.	1 555.1	1 577.9	1 600.0	2 016.0	2 035.4	2 053.1			
	F.	1 608.3	1 633.7	1 660.2	2 044.1	2 066.2	2 088.2			
Yukon	T.	22.6	22.5	22.6	30.6	30.2	29.9			
	M. F.	11.6 11.0	11.5 11.0	11.4 11.2	15.8 14.8	15.5 14.7	15.3 14.7			
Territoires du Nord-Ouest	T.	27.9	28.3	28.7	40.8	41.2	41.4			
Torritorios da Tiora Gasor	M.	14.5	14.8	15.0	21.1	21.3	21.4			
	F.	13.4	13.6	13.7	19.7	19.9	20.0			
Nunavut	T.	15.6	16.1	16.4	27.5	28.1	28.7			
	M. F.	8.2 7.4	8.4 7.6	8.6 7.9	14.4 13.1	14.7 13.4	15.0 13.7			
Canada	T.	23 672.8	24 020.2	24 356.9	30 790.8	31 110.6	31 414.0			
	М.	11 597.0	11 769.9	11 933.8	15 247.0	15 405.8	15 552.6			
	F.	12 075.8	12 250.3	12 423.1	15 543.9	15 704.8	15 861.3			

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. Source: Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie, au 1er juillet 2003.

Appendix B Répartition de la population adulte, selon l'âge et le sexe, au 1er juillet 2002

Province ou territoire		Âge									
Fromite ou territoire	Sexe	18	19	20 - 24	25 - 29	30 - 34	35 - 39	40 - 44	45 - 49	50 ans et plus	Total
						mill	iers				
Terre-Neuve et Labrador	T.	7.9	7.9	36.7	35.5	37.5	43.0	45.3	44.9	162.1	420.8
	M.	4.1	4.1	18.4	18.0	18.5	20.9	22.4	22.3	77.8	206.3
	F.	3.8	3.8	18.3	17.5	19.0	22.2	22.9	22.7	84.3	214.5
Île-du-Prince-Édouard	T.	2.1	2.1	9.6	8.9	9.1	10.8	11.2	10.7	42.9	107.3
	M.	1.0	1.0	4.8	4.3	4.5	5.4	5.5	5.2	19.9	51.8
	F.	1.1	1.0	4.8	4.5	4.6	5.4	5.6	5.5	23.0	55.5
Nouvelle-Écosse	T.	13.0	13.0	62.2	61.2	65.2	75.9	80.4	75.1	296.0	742.0
	M.	6.7	6.7	31.2	30.5	32.2	37.7	39.9	37.4	136.9	359.2
	F.	6.3	6.3	31.0	30.7	33.1	38.1	40.5	37.7	159.1	382.8
Nouveau-Brunswick	T.	10.2	10.4	50.7	51.7	53.2	60.8	63.3	61.6	233.9	595.7
	M.	5.2	5.3	26.1	26.1	26.8	30.7	31.7	30.8	108.7	291.4
	F.	5.0	5.1	24.5	25.6	26.4	30.1	31.6	30.8	125.1	304.3
Québec	T.	93.3	95.2	514.2	496.0	502.5	605.4	652.7	609.7	2 319.7	5 888.9
	M.	47.9	48.6	263.6	254.1	257.6	308.9	328.9	304.5	1 064.9	2 878.9
	F.	45.5	46.6	250.6	241.9	245.0	296.5	323.8	305.2	1 254.9	3 009.9
Ontario	T.	159.0	160.2	793.8	828.2	916.4	1 039.5	1 030.2	909.5	3 468.5	9 305.2
	M.	81.8	82.4	403.6	415.7	458.6	522.1	513.8	449.8	1 610.2	4 538.0
	F.	77.2	77.9	390.2	412.5	457.7	517.4	516.4	459.7	1 858.2	4 767.2
Manitoba	T.	16.3	16.0	78.4	77.7	78.1	85.5	91.6	84.9	336.5	865.0
	M.	8.3	8.2	40.2	39.9	40.0	43.5	46.2	42.3	155.7	424.3
	F.	8.0	7.8	38.3	37.8	38.1	42.1	45.3	42.6	180.7	440.7
Saskatchewan	T.	15.4	15.3	72.6	66.2	62.2	71.4	78.4	74.6	297.3	753.5
	M.	8.0	7.8	37.5	33.0	31.1	36.0	39.4	38.1	138.7	369.6
	F.	7.4	7.5	35.0	33.2	31.1	35.5	39.0	36.5	158.7	383.8
Alberta	T.	46.5	47.1	237.9	235.6	236.6	254.2	271.8	247.2	773.8	2 350.7
	M.	23.8	24.1	123.2	122.0	122.0	129.0	136.8	126.8	371.5	1 179.2
	F.	22.7	23.0	114.7	113.6	114.7	125.2	135.0	120.4	402.3	1 171.5
Colombie-Britannique	T.	56.0	57.2	281.2	270.4	305.2	340.3	354.1	333.5	1 262.4	3 260.2
	M.	28.5	29.3	141.7	135.9	152.1	170.6	177.0	165.3	599.5	1 600.0
	F.	27.5	27.8	139.5	134.5	153.1	169.6	177.1	168.2	662.8	1 660.2
Yukon	T.	0.5	0.5	1.9	1.8	2.3	2.8	2.9	2.8	7.2	22.6
	M.	0.3	0.2	0.9	0.8	1.1	1.4	1.5	1.4	3.9	11.4
	F.	0.2	0.2	0.9	0.9	1.2	1.4	1.5	1.4	3.4	11.2
Territoires du Nord-Ouest	T.	0.7	0.6	3.2	3.4	3.8	3.6	3.7	2.8	6.9	28.7
	M.	0.4	0.3	1.6	1.7	1.9	1.9	2.0	1.5	3.7	15.0
	F.	0.3	0.3	1.6	1.7	1.9	1.7	1.8	1.3	3.2	13.7
Nunavut	T.	0.5	0.6	2.5	2.4	2.5	2.1	1.5	1.3	3.2	16.4
	M.	0.2	0.3	1.2	1.2	1.3	1.1	0.8	0.6	1.8	8.6
	F.	0.3	0.3	1.2	1.1	1.2	1.0	0.7	0.7	1.4	7.9
Canada	T. M. F.	421.4 216.2 205.2	425.9 218.3 207.6	2 144.7 1 094.1 1 050.6	2 138.9 1 083.4 1 055.6	2 274.6 1 147.7 1 126.9	2 595.3 1 309.1 1 286.2	2 687.1 1 345.9 1 341.2	2 458.7 1 226.1 1 232.6	4 293.2	24 356.9 11 933.8 12 423.1

Note : Les chiffres ayant été arrondis, ils ne correspondent pas exactement aux chiffres de l'annexe A.

Source : Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie, au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

# **Appendix C**

### Établissements de détention provinciaux et territoriaux en activité à la fin de l'année, selon la province ou le territoire, 2002-2003

#### Terre-Neuve et Labrador

Bishop's Falls Correctional Centre Corner Brook Detention Centre Her Majesty's Penitentiary Labrador Correctional Centre Newfoundland/Labrador CC for Women Salmonier Correctional Institution St. John's Pre-Trial Detention Centre West Coast Correctional Centre

## Île-du-Prince-Édouard

Prince Correctional Centre **Provincial Correctional Centre** 

## Nouvelle-Écosse

Antigonish Correctional Centre Cape Breton Correctional Centre Central Nova Scotia Correctional Facility **Cumberland Correctional Centre** Yarmouth Correctional Centre

# Nouveau-Brunswick

**Bathurst Day Detention Centre** Dalhousie Provincial Jail Madawaska Regional Correctional Centre Moncton Detention Centre Saint John Regional Correctional Centre

## Québec

Établissement d'Amos Établissement de Baie-Comeau Établissement de détention de Montréal Établissement de Chicoutimi Établissement d'Havre-Aubert Établissement de Hull Établissement de New Carlisle Établissement de Rimouski Établissement de Rivière-des-Prairies

Centre de détention de Québec

Établissement de Roberval Établissement de St-Jérôme Établissement de Sept-Îles Établissement de Sherbrooke Établissement de Sorel Établissement de Trois-Rivières Établissement de Valleyfield Maison Tanguay

### Ontario

Brantford Jail Brockville Jail Central East Correctional Centre Chatham Jail

Elgin-Middlesex Detention Centre

Fort Frances Jail

**Guelph Correctional Centre** 

Hamilton-Wentworth Detention Centre

Kenora Jail Maplehurst Complex

Metro Toronto East Detention Centre

Metro Toronto West Detention Centre

Millbrook Correctional Centre Mimico Correctional Centre Monteith Correctional Centre

Monteith Jail

Niagara Detention Centre

North Bay Jail

Northern Treatment Centre Ontario Correctional Institute Ottawa-Carleton Detention Centre

Owen Sound Jail Pembroke Jail

Quinte Detention Centre

Rideau Correctional and Treatment Centre

Sarnia Jail

Sault Ste. Marie Jail Stratford Jail Sudbury Jail

Thunder Bay Correctional Centre

Thunder Bay Jail Toronto Jail

Vanier Centre for Women

Walkerton Jail Windsor Jail

### Manitoba

**Brandon Correctional Centre** Dauphin Correctional Centre

Egg Lake Camp

Headingley Correctional Centre Milner Ridge Correctional Centre Portage Correctional Centre Winnipeg Remand Centre The Pas Correctional Centre

#### Saskatchewan

Battlefords Community Correctional Centre Besnard Lake (admet les personnes directement) **Buffalo Narrows Community Correctional Centre** North Battleford Community Training Residence Pine Grove Provincial Correctional Centre Prince Albert Community Training Residence Prince Albert Correctional Centre Regina Community Training Residence #1 Regina Community Training Residence #2 Regina Provincial Correctional Centre Saskatoon Community Training Residence Saskatoon Provincial Correctional Centre

#### Alberta

Calgary Correctional Centre Calgary Remand Centre **Edmonton Remand Centre** Fort Saskatchewan Correctional Centre Lethbridge Correctional Centre Medicine Hat Remand Centre Peace River Correctional Centre Red Deer Remand Centre

### Colombie-Britannique

Burnaby Correctional Centre for Women - Secure Burnaby Correctional Centre for Women - Open Ford Mountain Camp Fraser Regional Correctional Centre Kamloops Regional Correctional Centre Nanaimo Correctional Centre New Haven Camp Prince George Regional Correctional Centre Surrey Pre-Trial Services Centre Vancouver Island Regional Correctional Centre Vancouver Jail

### Yukon

Whitehorse Correctional Centre

### Territoires du Nord-Ouest

South Mackenzie Correctional Centre Territorial Women's Correctional Centre Yellowknife Correctional Centre

### Territoires du Nunavut

**Baffin Correctional Centre** CRC Uttagicik

# **Appendix D**

## Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année, selon la province, 2002-2003

### Terre-Neuve-et-Labrador

St. John's - CCC

## Nouvelle-Écosse

Carlton Centre - CCC Carleton Centre Annexe Nova Institution for Women Springhill Institution

## Nouveau-Brunswick

Atlantic (Renous) Institution Dorchester Institution Parrtown Centre Westmorland Institution

### Québec

CCC Hochelaga CCC Laferrière CCC Marcel-Caron CCC Martineau CCC Ogilvy CCC Sherbrooke

Centre fédéral de formation Établissement Archambault Établissement Cowansville Établissement Donnacona Établissement Drummond Établissement Joliette Établissement La Macaza

### Québec - suite

Établissement Leclerc Établissement Montée St-François Établissement Port Cartier Centre régional de réception Établissement Ste-Anne-des Plaines

## **Ontario**

Bath Institution
Beaver Creek Institution
Collins Bay Institution
Frontenac Institution
Fenbrook Institution

Grand Valley Institution for Women

Hamilton CCC

Isabel McNeil House (Femmes)

Joyceville Institution

Keele CCC

Kingston Penitentiary Millhaven Institution Pittsburgh Institution Portsmouth CCC Warkworth Institution

### Manitoba

Osborne CCC Rockwood Institution Stony Mountain Institution

### Saskatchewan

Oskana CCC

Okimaw Ohci Healing Lodge Regional Psychiatric Centre (Prairie) Riverbend Institution Saskatchewan Penitentiary

### Alberta

Bowden - Annex Bowden Institution Drumheller - Annex Drumheller Institution Edmonton Institution Edmonton Institution for Women

Grande Cache Institution
Grierson Institution

Pe Sakastew Centre

## Colombie-Britannique

Elbow Lake Institution Ferndale Institution Kent Institution Matsqui Institution Mission Institution Mountain Institution

Regional Health Centre (Pacific)

Sumas CCC

William Head Institution

# Méthodologie

Les données résumées dans ces tableaux de données sont extraites de l'Enquête annuelle sur les services correctionnels pour adultes (SCA) réalisée selon l'exercice financier (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars). L'enquête recueille des données agrégées sur le nombre de cas et les caractéristiques des cas pour les délinguants adultes relevant des organismes correctionnels provinciaux/territoriaux et fédéraux du Canada. Les données sur les dépenses de fonctionnement et le personnel sont aussi recueillies selon l'exercice au moyen de l'enquête SCA sur les ressources et les dépenses du personnel (RDP). Il importe de mentionner que les données sur les dépenses qui sont déclarées ne comprennent pas les «frais d'immobilisation» (par exemple : les coûts de construction des établissements) qui sont engagés en sus des coûts opérationnels quotidiens. Les données des deux enquêtes sont recueillies au moyen de questionnaires papier qui sont envoyés aux organismes provinciaux/territoriaux et fédéraux responsables de l'administration des services correctionnels.

Compte tenu de la nature agrégée de l'enquête, l'analyse des données comporte plusieurs limites. Par exemple, comme les divers secteurs de compétence déclarent les médianes et les moyennes en se fondant sur leurs micro-données respectives, il n'est pas possible de calculer des médianes globales pour divers éléments d'information. En outre, l'établissement de tableaux croisés des éléments d'information étant restreint aux catégories de données agrégées de l'enquête, on ne peut examiner les caractéristiques de certains types de délinquants, ce qui limite les niveaux de détail de l'analyse des données.

Les données du présent rapport ainsi que celles dans le Juristat sur les admissions et les libérations à Terre-Neuveet-Labrador ont été totalisées à partir des résultats de l'Enquête sur les services correctionnels intégrés (ESCI), qui est une nouvelle enquête de données fondées sur la personne dont la mise en œuvre s'effectue actuellement dans plusieurs secteurs de compétence au Canada. Dans l'ESCI, on recueille des données détaillées sur la prestation de services correctionnels pour les jeunes et les adultes au Canada. On réunit ces microdonnées à l'aide de trois enregistrements organisés selon le délinquant (caractéristiques sociodémographiques comme l'âge, le sexe ou le statut d'Autochtone), le programme correctionnel (p. ex. détention avant procès, type de peine, libération dans la collectivité, durée totale de la peine purgée, établissement d'admission ou de libération) et les différents événements qui se produisent en période de surveillance (p. ex. évasion, absence temporaire). Il s'agit d'enregistrements longitudinaux qui se prêtent à l'analyse des services correctionnels dans le temps et à des analyses de suivi. On peut procéder à un examen chronologique de divers concepts : antécédents criminels, types antérieurs de surveillance, manquements aux conditions de mise en liberté, longueur des périodes entre les admissions successives, etc. Dans un prochain Juristat, on traitera de l'utilité des données de l'ESCI pour reconstituer les carrières criminelles à l'aide des antécédents correctionnels. De plus, l'enquête vise les grands concepts correctionnels comme l'évaluation des besoins des délinquants, les conditions de mise en liberté et les problèmes de sécurité liés aux délinquants en surveillance correctionnelle.

# Glossaire

Accusations multiples (AM) – Si le contrevenant est accusé et reconnu coupable de plus d'une infraction, chaque accusation est comptée et reportée à l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes.

Admissions – Les données sur les admissions montrent et mesurent l'évolution du nombre de cas des organismes correctionnels d'une année à l'autre. Ces données ne donnent pas une indication exacte du nombre d'individus qui relèvent des services correctionnels, car il se peut qu'une personne soit comptée plusieurs fois dans les données d'admissions. L'Enquête sur les services correctionnels pour adultes recueille les renseignements suivants sur les personnes qui sont admises en détention : la durée de la peine/type de décision; l'âge et le sexe du contrevenant; l'origine ethnique du contrevenant (c.-à-d. Autochtone/non-Autochtone); et l'infraction pour laquelle le contrevenant a été condamné.

Adultes accusés – Désigne le nombre de personnes accusées par la police par rapport avec une affaire précisée. Si la personne est accusée de plus d'une infraction, on applique la règle de l'infraction la plus grave, c'est-à-dire qu'on consigne l'infraction la plus grave.

Affaires déclarées - Lorsqu'un crime est rapporté à la police par un citoyen, l'affaire est consignée comme une affaire «déclarée». La police procède alors à une enquête préliminaire pour déterminer la validité du rapport. En outre, les affaires «déclarées» comprennent celles qui sont découvertes par la police elle-même.

Affaires liées à des infractions aux autres lois fédérales - Ces affaires concernent les infractions prévues par les lois fédérales autres qu'au Code criminel, à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et à la Loi sur les aliments et drogues. Près de la moitié des affaires dans cette catégorie se rapportent à des infractions à la Loi sur la marine marchande du Canada, à la Loi sur l'immigration, à la Loi sur les douanes, à la Loi sur l'accise et à la Loi sur la faillite.

Affaires relatives à d'autres infractions prévues par le *Code criminel* - Ces affaires ont trait aux infractions qui ne sont pas considérées comme des crimes de violence ou des crimes contre les biens (à l'exception des infractions aux règlements de la circulation). Ce sont, par exemple, le méfait, la violation des conditions de la liberté sous caution, les crimes contre l'ordre public, le crime d'incendie, la prostitution et les infractions relatives aux armes offensives.

Âge - Âge de la personne au moment de l'admission à un établissement de détention.

Assignation à la résidence – Une assignation à la résidence est une condition qui exige du libéré conditionnel qu'il habite dans une maison de transitions. La Commission nationale des libérations conditionnelles peut rendre une décision concernant la résidence avant une mise en liberté ou à la suite d'une mise en liberté. Les types de décisions sont :

Annulée : une assignation à résidence qui a été imposée est annulée avant la mise en liberté.

Imposée : une assignation à résidence est une condition attachée à la mise en liberté ou peut être imposée à n'importe quel moment pendant la période de surveillance.

Maintiens en incarcération : une décision de ne pas maintenir le(la) délinquant(e) en incarcération et d'accompagner la liberté d'office d'une condition d'assignation à résidence.

Prolongée: la condition d'assignation à résidence est prolongée sans interruption pendant la même période de surveillance.

Retirée : la condition d'assignation à résidence est retirée.

Autres genres de détention temporaire – Désigne les détenus qui n'ont reçu ni sentence, ni prévention. Il s'agit habituellement de personnes détenues en vertu de la Loi sur *l'immigration* ou admises suite à la suspension de la libération conditionnelle.

Capacité – Désigne la capacité prévue lors de la construction de l'établissement. Désigne la capacité opérationnelle désigne le nombre de détenus que l'établissement peut contenir dans des circonstances normales. La capacité spéciale est destinée à des usages tels que les cas de maladie, de discipline, de protection, etc. Comprend la ségrégation disciplinaire, les cellules médicales et les lits pour soins médicaux.

Compte inscrit au registre – Désigne le nombre de détenus qui sont inscrits au registre de l'établissement. Il se peut qu'un certain nombre de détenus soient temporairement en liberté pour des raisons médicales, en permission de sortir, en semiliberté ou en liberté illégale de l'établissement.

Comptes quotidiens moyens – Étant donné que le nombre de contrevenants dans la population correctionnelle varie d'une journée à l'autre (car des détenus sont mis en liberté et d'autres contrevenants sont incarcérés), les autorités correctionnelles procèdent à des comptes quotidiens des détenus confiés à leur garde. Les comptes représentent le nombre de détenus présents dans les établissements à un moment donné, et ils fournissent les chiffres de la population quotidienne moyenne dans les établissements de détention. Les autres données recueillies parallèlement aux comptes par l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes portent sur le statut du détenu (prévenu/condamné/autre).

Compte réel – Désigne le compte quotidien moyen de contrevenants qui doivent, en vertu de la loi, être détenus dans un établissement et qui sont présents au moment où le compte est effectué.

Condamnation à l'emprisonnement avec sursis - Une disposition importante de la loi prévoit la création d'une nouvelle solution de rechange à l'incarcération, appelée condamnation avec sursis et purgée en milieu communautaire. S'il est satisfait à certains critères juridiques, un juge peut imposer une peine d'emprisonnement avec sursis à un contrevenant qui, autrement, aurait été envoyé en prison. Selon les conditions de la condamnation avec sursis, le contrevenant purgera la peine d'emprisonnement dans la collectivité, pourvu qu'il respecte les conditions imposées par le tribunal dans l'ordonnance de condamnation avec sursis. Si le contrevenant enfreint ces conditions, il peut être envoyé en prison pour purger le reste de cette peine.

Décision - Sentence prononcée par un tribunal dans les cas où une personne est trouvée coupable d'une infraction.

Décision la plus sévère (DPS) - Lorsque le contrevenant reçoit plus d'une condamnation, l'infraction qui entraîne la plus longue peine, déterminée au Code criminel, est imposée et celle-ci est reportée à l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes.

Dollars constants - Montants en dollars calculés annuellement et rajustés pour tenir compte de l'inflation, de sorte que les montants annuels sont directement comparables.

Durée du séjour en jours – Désigne le calcul que l'on fait en multipliant le compte quotidien moyen réel pour chaque secteur de compétence par le nombre de jours pour l'année, afin d'obtenir la durée totale de la détention.

Durée totale de la peine - C'est-à-dire la somme de toutes les peines consécutives infligées.

**Évasion** – Inclut les évasions d'une garde légale ou en liberté avant l'expiration d'une période d'emprisonnement.

Évasion d'un niveau de sécurité multi sécuritaire maximale - Par évasion on entend le départ illicite d'un établissement à niveau multi sécuritaire ou maximal ou de sa propriété.

Évasion d'un niveau de sécurité moyen – Par évasion on entend le départ illicite d'un établissement à sécurité moyen ou de sa propriété.

Évasion d'un niveau de sécurité minimal – Le départ non autorisé d'un détenu d'un établissement à sécurité minimale.

**Genre d'évasion –** Le Code criminel définit une évasion comme un bris de prison, une évasion d'une garde légale ou en liberté avant l'expiration d'une période d'emprisonnement.

- D'un établissement en milieu fermé (c'est-à-dire infraction aux mesures de sécurité)
- D'un établissement en milieu ouvert (c'est-à-dire fuite en douce - aucune infraction aux mesures de sécurité)
- D'une permission de sortir avec surveillance
- D'une permission de sortir sans surveillance
- Autres, préciser

Infraction la plus grave (IPG) – Cette mesure est fondée sur l'Enquête de la déclaration uniforme de la criminalité, qui définie une affaire selon la règle de l'infraction la plus grave de l'affaire. Aux fins de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes on applique la même règle pour déterminer l'infraction la plus grave pour laquelle le contrevenant a été incarcéré. Par exemple, si le contrevenant a reçu une sentence pour plus d'une infraction, l'infraction la plus grave est comptée.

**Libération d'office** – Le contrevenant fédéral est éligible de faire une demande à la libération conditionnelle après avoir purgé le tiers de sa peine. Plusieurs contrevenants fédéraux qui n'obtiennent pas la libération conditionnelle doivent être libertés dans la communauté après avoir purgé deux tiers de la peine. Ce processus est connu sous le nom de libération d'office.

Libération sous condition - La planification de la mise en liberté et de la réinsertion sociale progressive des détenus grâce à des mécanismes de mise en liberté comme la semiliberté, la libération conditionnelle totale, les permissions de sortir et la mise en liberté d'office.

**Mandat de dépôt** – Désigne le document légal spécifiant la manière dont le contrevenant doit être traité à son admission comme condamné en détention provinciale/territoriale et fédérale.

**Médiane** - La médiane représente le point central lorsque les valeurs sont placées par ordre de grandeur, la moitié des valeurs étant inférieure à la médiane et la moitié y étant supérieure.

Mise en liberté provisoire par voie judiciaire — Mise en liberté dans la collectivité d'un détenu en attente d'une nouvelle comparution en cour.

Niveau de sécurité des établissements de correction pour adultes des gouvernements – Les établissements de correction provinciaux et territoriaux sont classés comme des établissements en milieu fermé ou ouvert.

En milieu fermé : Un établissement en milieu fermé est considéré comme tel lorsque les lieux de détention sont pourvus de dispositifs de sécurité et que la sécurité de périmètre est aussi assurée et lorsque les détenus font l'objet d'une surveillance constante.

En milieu ouvert : Un établissement ouvert a un minimum de dispositifs de sécurité des lieux et n'assure qu'une surveillance partielle des détenus. Les camps de travail et les centres correctionnels communautaires sont souvent considérés comme des établissements ouverts. Si le niveau de sécurité d'un centre affilié diffère de celui de l'établissement principal, le niveau de sécurité de l'établissement principal est présumé.

Nombre total de jours passés en détention - On calcule le nombre total de jours passés en détention en multipliant le compte réel quotidien moyen pour chaque secteur de compétence par le nombre de jours que compte l'exercice financier en question.

Ordonnance de dédommagement - Une condition enjoignant le contrevenant d'indemniser la victime pour les blessures, les pertes ou dommages à la propriété en résultat de l'infraction.

Ordonnance de services communautaires (OSC) - Une ordonnance du tribunal qui permet aux contrevenants d'effectuer un certain nombre d'heures de travail ou service bénévole au profit de la collectivité.

Par habitant – Désigne le calcul que l'on fait en divisant des dépenses par le nombre d'habitants, afin d'obtenir le coût d'habitation des contrevenants en détention imputé à chaque Canadien.

**Prévenus** - Désigne une personne pour laquelle le tribunal a ordonné le placement sous garde en attendant une nouvelle comparution en cour. Ces personnes, dont la peine n'a pas été déterminée, peuvent être détenues pour plusieurs raisons (p. ex., on craint qu'elles ne se présenteraient pas à leur date de comparution prévue, elles représentent un danger pour elles-mêmes et pour les autres, il y a un risque de récidive).

**Probation** - Les ordonnances de probation sont des décisions imposées par le tribunal qui ne comportent pas un placement sous garde. Le contrevenant est remis en liberté sous la surveillance d'un agent de probation. Il demeurera en liberté à la condition qu'il se comporte de la façon que lui indique son agent de probation.

**Révocation** – Lorsque le contrevenant en libération conditionnelle ou d'office est réincarcéré pour une peine d'emprisonnement supplémentaire après avoir commis et accusé d'une infraction durant la période de liberté.